

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



— 4 septembre 1998 —

**soixantième anniversaire
de la fondation
de la IV^e Internationale**



“ La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation p. 3

**4 septembre 1998 :
meeting pour le soixantième anniversaire
de la fondation de la IV^e Internationale** p. 5

**Exposé présenté
à la réunion de formation
de jeunes militants en Espagne
(Par Pierre Lambert)** p. 29

**Les enjeux
du Quatrième Congrès mondial
de la IV^e Internationale
(Par Daniel Gluckstein)** p. 39

ENTREVISTA

REVIEW: THE OFFICE DE LA INVESTIGACIÓN

INTERVIEW: THE OFFICE OF INVESTIGATION

INTV: THE OFFICE OF INVESTIGATION

REVUE: L'AGENCE D'INVESTIGATION

REVIEW: THE OFFICE OF INVESTIGATION

Présentation

La IV^e Internationale tiendra son Quatrième Congrès mondial au mois de mars 1999.

Le libre débat dans le cadre de la démocratie ouvrière est une condition indispensable pour aider au rassemblement des forces les plus larges sur le terrain de l'indépendance de classe. Voilà pourquoi nous entendons soumettre nos positions et propositions à tous ceux qui se situent dans le camp de la résistance à l'offensive de déréglementation, de destruction des conquêtes de la classe ouvrière et de la démocratie. Tel est le sens de ce numéro spécial de *La Vérité*.

Il reproduit intégralement les discours prononcés lors du meeting commémorant le soixantième anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale.

Un exposé du camarade Pierre Lambert présente la continuité du combat, de la Première à la IV^e Internationale.

Un article de Daniel Gluckstein indique quels sont les enjeux de la discussion pour le Quatrième Congrès mondial, sur la base des travaux du secrétariat international de la IV^e Internationale, réuni les 5, 6 et 7 septembre 1998.

Pour ce congrès, des délégations élues par des congrès nationaux de chacune des sections de la IV^e Internationale, mais également des militants qui entendent participer à ce débat, viendront du monde entier. Pour financer ces voyages, pour aider les délégués des pays soumis au pillage et à la guerre, le secrétariat international a décidé d'ouvrir un fonds spécial "Quatrième Congrès mondial". Les bénéfices de la vente de cette *Vérité* y seront consacrés, les sommes supplémentaires que vous verserez également.

Ce numéro de *La Vérité* sera traduit en anglais, allemand, espagnol, portugais, russe, serbo-croate, grec, arabe, chinois, bengali...

Présentation

Le présent ouvrage est le fruit d'un travail de recherche et d'écriture mené par l'auteur au cours des dernières années. Il a été soutenu par une bourse du CNRS et a bénéficié d'un soutien financier de la Fondation pour la recherche sur les sciences humaines et sociales.

Il a pour objectif de dresser un état des lieux de la situation actuelle de l'enseignement supérieur en France, en se concentrant sur les établissements d'enseignement supérieur et universitaire. Il vise à décrire les principales tendances et mutations qui ont marqué ces dernières années l'enseignement supérieur français, tout en analysant les causes et les conséquences de ces changements. Il examine également les défis auxquels l'enseignement supérieur doit faire face dans un contexte de mondialisation et de révolution technologique.

Le livre est divisé en deux parties. La première partie, intitulée "L'enseignement supérieur en France", présente une analyse détaillée de l'évolution de l'enseignement supérieur français depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui. Elle examine les tendances et les mutations qui ont marqué ce secteur, tout en analysant les défis auxquels il doit faire face dans un contexte de mondialisation et de révolution technologique. La deuxième partie, intitulée "L'enseignement supérieur à l'international", examine les défis et les opportunités que l'enseignement supérieur français doit faire face dans un contexte de mondialisation et de révolution technologique.

Enfin, le livre propose des recommandations pour améliorer l'enseignement supérieur français, tout en soulignant les nombreux défis auxquels il doit faire face dans un contexte de mondialisation et de révolution technologique. Ces recommandations sont basées sur une analyse approfondie de la situation actuelle de l'enseignement supérieur français et sur une étude de cas de plusieurs pays à l'international.

Le livre est destiné à tous ceux qui sont intéressés par l'enseignement supérieur français et qui souhaitent en apprendre davantage sur ses défis et ses opportunités. Il sera également utile pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs qui travaillent dans ce secteur.

**4 septembre 1998,
salle de la Mutualité**

**Meeting
pour le soixantième anniversaire
de la fondation
de la IV^e Internationale**



**Introduction
du camarade Pierre Lambert**

Camarades,

Nous sommes réunis dans ce meeting pour commémorer le soixantième anniversaire de la IV^e Internationale, qui a été

fondée en septembre 1938. Fondation d'une Internationale, alors que tous ceux qui se réclamaient des Internationales antérieures sombraient dans l'Union sacrée, avaient participé à la défaite de la révolution espagnole. La révolution espagnole qui, dans le droit fil de la révolution d'Octobre 1917, montrait la voie de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

Nous sommes ici réunis non pour commémorer, bien que nous commémorions nos morts, les victimes du stalinisme, tombés sous les coups du Guépéou, et ceux qui sont tombés sous les coups de la Gestapo dans le combat contre le fascisme. Nous sommes ici pour commémorer, pour saluer leur mémoire. Nous sommes réunis ici pour indiquer la voie qui est celle de la IV^e Internationale, la voie qui est celle ouverte par la révolution d'Octobre, celle qui avait été préparée par le mouvement ouvrier mondial qui avait trouvé son expression dans le *Manifeste du Parti communiste*, écrit il y a cent cinquante ans.

Aujourd'hui, nous commémorons pour lutter avec la certitude que, dans les conditions les plus difficiles qui s'ouvrent pour l'humanité, il y a toujours une classe ouvrière, il y a toujours des exploités, donc il y a toujours la possibilité, la nécessité pour les exploités et les opprimés de s'unir par l'organisation pour abattre ce vieux monde et la barbarie.

Nous sommes contraints dans ce meeting par les horaires, et c'est la raison pour laquelle nous avons été dans l'obligation, en accord avec tous les orateurs, de limiter le temps de parole. Je présenterai à cette tribune ceux qui vont parler et ceux qui auraient dû parler, mais ne pourront le faire en raison des impératifs de temps.

Il y a le camarade John Archer, le plus vieux militant de la IV^e Internationale, qui a adhéré en 1934, un an avant moi.

Il y a le camarade Alan Benjamin, responsable de l'organisation américaine Socialist Organizer.

Il y a le camarade Tafazzul Hussain, membre fondateur du Parti démocratique des travailleurs du Bangladesh.

Il y a Markus Sokol, de la section brésilienne de la IV^e Internationale, courant O Trabalho du Parti des travailleurs du Brésil.

Il y a le camarade Lybon Mabasa, président du Parti socialiste d'Azanie.

Il y a la camarade Hélène, membre du comité central du POSI, section d'Espagne de la IV^e Internationale, porte-parole de l'initiative prise à Rio de Janeiro de convoquer en l'an 2000 une conférence de fondation de l'Organisation mondiale de la jeunesse pour la révolution.

Il y a mon vieux camarade Mustapha Ben Mohamed, député du Parti des travailleurs algérien.

Il y a le camarade Pavlusko Imserovic, membre de l'Alliance des travailleurs de Serbie, membre de la section yougoslave de la IV^e Internationale.

Le camarade Cai, militant chinois pour la démocratie, qui parle à titre personnel.

Le camarade Daniel Gluckstein, de la section française de la IV^e Internationale, qui clôturera ce meeting.

Sont présents, mais ne pourront hélas pas parler : les camarades Dimitri et Hélène Astériou, de la section grecque de la IV^e Internationale ; le camarade Manuel Cuso, de la section d'Espagne de la IV^e Internationale ; le camarade Werner Uhde, de la section allemande de la IV^e Internationale. Notre camarade Lin, pionnière de la révolution chinoise, de la révolution des Cent Fleurs, est également présente à cette tribune. Je me dois, camarades, d'excuser le camarade Vadim Rogovine, qui nous a envoyé ce message :

"Etant malheureusement séparé de vous, je suis de toute mon âme à vos côtés pendant ces journées destinées à célébrer le glorieux anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale. Je suis persuadé que, malgré toutes les difficultés qui ont surgi et qui surgiront encore devant le mouvement trotskyste, ce dernier se transformera en un puissant facteur de développement révolutionnaire de l'humanité. Que l'exemple de son fondateur, de ses remarquables militants nous serve à définir notre orientation dans la lutte pour le triomphe des idées communistes."

Le camarade Vadim Rogovine, très malade, ne sera pas présent. C'est pour lui, il nous l'a dit, un déchirement de ne pas participer à ce meeting.

A travers la biographie de Rogovine, il est possible de montrer ce qu'est la IV^e Internationale. Vadim Rogovine a adhéré au Parti communiste de l'Union soviétique en 1964. Il a adhéré à un parti qu'il pensait être celui qui, en 1917, avait exproprié le capital, avait instauré la propriété sociale des moyens de production. Il a participé à toutes les expériences qui se sont développées. Il a salué en particulier la perestroïka. Il pensait alors que la perestroïka allait rejeter la bureaucratie. Il pensait que cette caste parasitaire, cet organe restaurationniste pourrait s'autoréformer. Nous l'avons connu en 1991, au moment où nous constituions l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, avec des militants, des organisations, des tendances issus de la crise du

mouvement ouvrier mondial recherchant les voies de l'indépendance de classe. A Barcelone, nous exprimions l'essence du programme de la IV^e Internationale, à savoir que nous luttions d'une manière inconditionnelle pour un mouvement ouvrier indépendant, pour des organisations ouvrières indépendantes, pour la défense de l'indépendance de classe du prolétariat. Nous, partisans du programme de la IV^e Internationale, nous ne considérons pas ce programme comme un ultimatum. Nous appelons à nous regrouper dans le respect des positions de chacune des composantes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Le camarade Rogovine, alors, n'a pas été convaincu. Il a poursuivi son parcours. Il a pensé encore, il pensait encore que la bureaucratie pouvait s'autoréformer. Il a pris contact avec ceux qui, il y a bien des années, dans notre mouvement, ont expliqué que la bureaucratie stalinienne était capable de réaliser le socialisme à sa manière, ce qui foulait aux pieds tous les enseignements de Trotsky, tous les enseignements de Lénine, tous les enseignements de Marx. Il a fait son expérience, et cette expérience l'a amené à venir avec nous, non pas comme un militant de la IV^e Internationale, mais comme un de ses partisans, à reconnaître que la IV^e Internationale proclamée, cette IV^e Internationale que nous avons reproclamée, qui va tenir son IV^e Congrès mondial, était vraiment l'héritière de la conférence mondiale de fondation de 1938, l'héritière de l'Internationale communiste, l'héritière de la II^e Internationale avant qu'elle ne s'effondre dans l'Union sacrée, l'héritière de la Première Internationale.

Aujourd'hui, nous regrettons qu'il ne soit pas là pour donner son message.

Pour conclure, parce que je dois également être extrêmement bref, je voudrais vous dire que, vieux militant, je me souviens de juin 1936. C'était la grève générale dans un ciel magnifique, un été magnifique. Juin 1936, c'était pour moi, pour nous, la petite poignée de trotskystes, la révolution. Nous mesurions certes la signification du Front populaire. L'ancêtre de l'Union de la gauche et du gouvernement pluriel. Mais en même

temps, nous étions persuadés qu'en définitive, le mouvement de la classe ouvrière allait balayer tout cela. Nous en étions persuadés, et la révolution espagnole de juillet 1936 nous avait confortés. Je me souviens de ce 20 août 1936, où, dans ma ville natale, je lisais les journaux. *L'Humanité* titrait : "Zinoviev, Kamenev, hitlero-trotskystes." C'était par une belle journée d'été. Je ne comprenais pas exactement tout. Mais le ciel est devenu sombre. Les dirigeants de la révolution d'Octobre, tous, étaient devenus des hitlérios-trotskystes. Bien entendu, je n'en pensais pas un mot. Et je le dis : la plupart des militants, ceux de ma génération, les membres du PCF, n'en pensaient pas un mot, mais ils refusaient de voir, ils ne voulaient pas voir, ils pensaient que le Parti communiste français était toujours l'héritier de la révolution d'Octobre.

Camarades, je me souviens de cette date. Et en septembre 1936, est paru *La Révolution trahie*, que Trotsky a écrit pour expliquer tout le déroulement des événements mondiaux à travers la révolution russe. J'ai été convaincu, totalement convaincu des thèses, de la ligne politique, de l'analyse de Trotsky. Et il y a ici, je le sais, des camarades qui viennent du Parti communiste ; ces camarades m'ont demandé : comment cela est-il arrivé ? Pourquoi l'URSS a-t-elle été conduite à l'effondrement ? Ces camarades, je leur ai passé *La Révolution trahie*. Ces militants du PC se sont demandé comment, avec une telle science, avec une telle conscience, avec un tel réalisme, le camarade Léon Trotsky, qui allait être assassiné quatre ans plus tard, avait été capable d'analyser la situation en ouvrant la perspective de la révolution mondiale.

Je dirai, et ce sera ma conclusion : cette confiance qui a été la mienne, cette confiance que nous partageons, nous, les vieux militants, cette confiance que vous partagerez, cette confiance est infinie. Dans les difficultés sans nombre qui s'élèvent sur l'humanité, où la barbarie monte à travers tous les continents, où elle s'avance même dans notre pays, aujourd'hui, les ouvriers, les exploités sont capables de démontrer qu'ils peuvent lutter, et je crois que nous sommes capables, que nous serons capables

d'ouvrir, dans des délais que nous ne pouvons pas fixer, mais des délais qui seront ceux nécessaires pour sauver l'humanité de la barbarie, la voie de la révolution prolétarienne, la voie du socialisme.

J'en ai eu une confirmation il y a quelques semaines, quand j'étais au Brésil, j'ai discuté avec des jeunes camarades noirs des favelas. Des centaines, des milliers vivent dans les favelas de Rio de Janeiro, sous le contrôle des mafieux de la drogue ; et dans cette atmosphère pourrie, corrompue, un groupe de huit jeunes Noirs a demandé à discuter de la révolution avec la IV^e Internationale.

Avec eux, nous avons réfléchi comment, dans les années qui viennent, les mois qui viennent, construire, bâtir l'organisation mondiale de la jeunesse révolutionnaire pour la révolution, parce que la jeunesse est prête à se sauver elle-même. La IV^e Internationale lui offre son programme.



John Archer, militant de la section britannique de la IV^e Internationale lors du congrès de fondation, en 1938

Camarades,

J'étais un partisan de la IV^e Internationale cinq ans avant que celle-ci ne soit fondée en 1938, fondation que nous com-

mémorons aujourd'hui. Comment est-ce que cela s'est passé ?

En 1934 déjà, chacun pouvait s'apercevoir qu'un coup terrible avait été porté à toute la civilisation humaine lorsqu'on laissa Hitler conduire les nazis au pouvoir et détruire les organisations ouvrières d'Allemagne.

Les dirigeants des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale s'opposèrent délibérément aux efforts des travailleurs allemands pour s'unir et chasser les nazis de leurs rues. Mais ce n'était pas tout. Les dirigeants de l'Internationale communiste, du Kremlin et du Parti communiste allemand sont également responsables, car ils proclamèrent que les femmes et les hommes qui se réclamaient de la social-démocratie étaient véritablement des fascistes et qu'il ne devait pas y avoir de front unique avec eux contre les nazis.

En 1934, un militant trotskyste que je connaissais me demanda ce que je pensais de Hitler. Je lui répondis que le nazisme menaçait tous les acquis de la classe ouvrière et que c'était tragique que les travailleurs allemands n'aient pas été mobilisés pour vaincre le nazisme.

Il me demanda : « *Quels dirigeants juges-tu coupables ? Les sociaux-démocrates ou les staliniens ?* » Je lui répondis que je pensais que les uns et les autres étaient également responsables et que les uns et les autres avaient fait faillite.

Alors, il m'a demandé : « *Est-ce que la classe ouvrière a vraiment besoin d'une direction internationale ? Qu'en penses-tu ?* » Et j'ai dit : « *Certainement, car le capitalisme est international.* »

Il répliqua d'emblée : « *Nous aideras-tu à construire la nouvelle Internationale dont les travailleurs ont besoin ?* » Je réfléchis un instant et je lui dis : « *Oui, bien sûr, bien que je ne sache rien de ce qui est nécessaire pour le faire.* »

Il me répondit que je l'apprendrais dans le mouvement — et c'est ainsi qu'il y a soixante-quatre ans, je me suis engagé sur le chemin qui m'amène ici. Ce chemin, pour moi, a commencé par œuvrer à

organiser des militants dans ce parti de masse de la classe ouvrière britannique qu'est le Labour Party, du fait de ses liens avec les syndicats, un parti dont, en Grande-Bretagne, nous sommes toujours membres, alors que les militants doivent combattre pour son existence même contre la liquidation menée par Blair.

Je me souviens des nombreux camarades qui sont morts sur ce chemin dans les prisons, dans les camps de concentration, pendant la guerre sur les champs de bataille ou en mer, ou qui furent assassinés par les agents bourgeois ou staliiniens.

Pour arriver à la situation que nous voyons ici, ces générations ont dû combattre pas à pas pour pouvoir se faire entendre de la classe ouvrière. A maintes reprises, notre travail a été détruit et il a fallu recommencer ! Que de temps et d'énergie nous avons dû dépenser pour simplement nous défendre contre les calomnies absurdes de ceux qui falsifient l'histoire ! La bourgeoisie, les socialistes de Parlement et nos autres adversaires avaient à leur disposition de bien plus grands moyens que nous.

Ce qui nous a permis de tenir, c'était notre confiance dans le fait que la lutte de la classe ouvrière ne s'interromprait pas tant que ses tâches historiques ne seraient pas réalisées ; c'est-à-dire quand la propriété privée des moyens de production sera abolie et quand la route sera ouverte à l'épanouissement de la civilisation, quand chacun contribuera selon ses moyens et recevra selon ses besoins. Entre-temps, les possédants et ceux qu'ils ont mis à leur service ont souvent été capables de nous isoler de nos alliés naturels dans la classe ouvrière et nous avons eu de grandes difficultés à apprendre comment dépasser cet isolement et dialoguer avec les travailleurs.

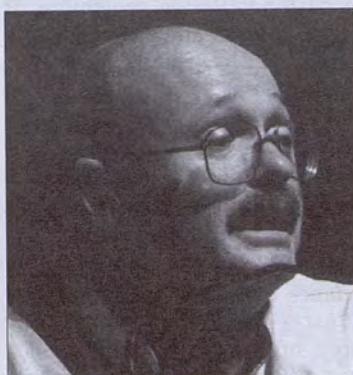
En 1943, Winston Churchill déclara à la Chambre des communes britannique que les victoires de l'Armée rouge à Stalingrad et des forces britanniques en Afrique ne signifiaient pas que l'impérialisme allemand conduit par Hitler était vaincu. Mais il déclara que la première étape de la guerre était terminée, que c'était "la fin du commencement".

Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, cette première étape difficile de la construction de la IV^e Internationale se termine. L'actualité mondiale confirme nos pronostics ; les idées sur lesquelles nous nous étions fondés en 1938 ont fait face à l'épreuve du temps. La crise de l'humanité est bien, comme nous le disions, celle de la direction de la classe ouvrière.

L'organisation qui, aujourd'hui, rassemble les femmes et les hommes, les travailleurs et la jeunesse pour qu'ils s'unissent dans l'action émancipatrice de la classe ouvrière est celle à partir de laquelle nous avons inlassablement combattu les ennemis de la classe ouvrière pour arriver au point où nous en sommes. Ce mouvement international ouvrier qui existe aujourd'hui, nous ne pouvions qu'en parler en 1934.

Vive la classe ouvrière !

Vive la IV^e Internationale !



Alan Benjamin, responsable de l'organisation américaine Socialist Organizer

Dear comrades and friends,

It is an honor for me to be here with you tonight. I bring you greetings from Socialist Organizer, the US organization that in the United States regroups the partisans of the Fourth International and

particularly from the members and active supporters of our section — Tiby Genecin and Ada Farrell — who were among the founding members of the Socialist Workers Party and the Fourth International 60 years ago.

Camarades,

Je vous transmets les salutations de Socialist Organizer, l'organisation qui, aux Etats-Unis, regroupe les partisans de la IV^e Internationale et, en particulier, de nos camarades Tiby Genecin et Ada Farrell, qui, il y a soixante ans, ont été parmi les fondateurs aussi bien du Socialist Workers Party que de la Quatrième Internationale.

En mars 1938, six mois avant le congrès de fondation de la Quatrième Internationale, Léon Trotsky se réunissait à Mexico avec des dirigeants du SWP — parmi lesquels James P. Cannon, Max Shachtman, Vince Ray Dunne et Joseph Hansen. Il les avait invités à discuter avec lui le projet de résolution qu'il voulait soumettre à la conférence de fondation en septembre. Il tenait à ce que les camarades du SWP, à l'époque une des plus importantes sections du Mouvement pour la Quatrième Internationale, contribuent à l'élaboration de ce texte. Ce projet de résolution, qui demeure d'une actualité aussi brûlante qu'à l'époque, sera connu comme le *Programme de transition*.

Une des discussions, à Mexico, portait sur l'importance du mot d'ordre du Labor Party — c'est-à-dire d'un Parti des travailleurs axé sur les syndicats. Trotsky tenait à ce que les camarades américains combattent activement pour la constitution d'un tel Labor Party. -

Malheureusement, le SWP de Cannon n'a pas tenu compte de ce conseil. Il n'a pas placé ce combat au centre de son activité, pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici.

Le SWP, ce grand parti dans lequel Trotsky a placé tant d'importance et d'espoir, a dégénéré, produit de ses propres faiblesses et surtout de la crise de dislocation de la Quatrième Internationale par le pablisme.

Socialist Organizer, un des courants issus de la crise du SWP, a décidé de participer à la Première Conférence mondiale ouverte, à Barcelone, en 1991, et, quelques années après, de rejoindre la Quatrième Internationale lors de son congrès de proclamation (1).

Camarades, tout en étant une petite section du point de vue numérique, nous, à Socialist Organizer, avons assumé nos responsabilités. Nous étions partie prenante des efforts qui ont donné naissance, en juin 1996, au congrès de fondation du Labor Party. Nous avons ancré toutes les campagnes menées par l'Entente internationale des travailleurs dans la lutte quotidienne de secteurs considérables du mouvement ouvrier nord-américain.

Nous avons participé, côté à côté, avec des courants politiques de tous horizons aussi bien qu'avec des syndicats significatifs de tout le continent des Amériques — incluant même la direction de la centrale syndicale américaine, l'AFL-CIO — à la conférence de San Francisco contre l'ALENA et les privatisations. Ce fut un événement majeur dans la préparation de la riposte ouvrière contre les plans de destruction de l'impérialisme.

Notre force, c'est notre attachement au programme de la Quatrième Internationale. C'est notre confiance dans la capacité des travailleurs américains eux-mêmes à résister et battre les plans impérialistes. C'est notre méthode de construction de la Quatrième Internationale en construisant l'Entente internationale des travailleurs.

Camarades, aujourd'hui, les travailleurs américains se battent. Ils ont gagné dans la grève des teamsters à UPS. Ils ont paralysé General Motors, une des plus grandes multinationales américaines, pendant une grève de huit semaines. Et les grèves se sont poursuivies à Bell Telephone, US West et Northwest Airways.

C'est dans ce cadre de lutte et de résistance que se tiendra du 13 au 16 novembre 1998 le premier congrès statutaire

(1) Depuis 1941, le Voorhis Act interdit à une organisation américaine d'être affiliée à une organisation internationale. Socialist Organizer rassemble donc les militants américains partisans de la IV^e Internationale et solidaires de son action.

du Labor Party, fort de près de 2 000 délégués élus représentant plus d'un million et demi de travailleurs.

D'ores et déjà, la direction du Labor Party a pris position pour la présentation de candidats propres du Labor Party dans des prochaines échéances électorales. Si cette orientation est approuvée par le congrès de novembre, ce que nous attendons, et encore plus si l'engagement est pris de présenter des candidats dans les deux prochaines années, le Labor Party, nous en sommes convaincus, fera des bonds en avant considérables — tellement profonde est l'aspiration parmi la classe ouvrière américaine pour une autre politique, pour une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

Camarades, c'est dans ces processus vivants de la lutte de classe que nous construisons la Quatrième Internationale aux Etats-Unis.

Long live the Fourth International !

Vive la Quatrième Internationale !



**Tafazzul Hussain,
membre fondateur
du Parti démocratique
des travailleurs
du Bangladesh**

“L'Amérique et l'Europe sont en lutte constante pour le contrôle de l'Asie”, écrivait le camarade Léon Trotsky en

1926. C'est maintenant plus évident que jamais, même si les impérialismes d'Europe ne représentent plus l'obstacle qu'ils représentaient en 1926. Pendant la guerre de libération du Bangladesh, en 1971, l'impérialisme américain menaçait d'intervenir avec la VII^e flotte.

Aujourd'hui, le haut commissaire britannique au Bangladesh a écrit une lettre à notre Premier ministre, menaçant notre pays de conséquences particulièrement graves si le gouvernement n'allouait pas des secteurs entiers des ressources en pétrole et en gaz à une compagnie britannique. J'ai ici le journal. Le gouvernement a émis une protestation auprès du haut commissaire concernant sa remarque, mais je sais que cette tentative est vouée à l'échec, car, dans le passé, ce pays pauvre a déjà été soumis à l'hégémonie du capital.

Chers amis, il y a soixante ans, la IV^e Internationale a été lancée. Je pense que cela représente pour l'humanité un document fondateur. Ses contemporains ainsi que nos prédecesseurs n'ont pas réalisé la prophétie et la lucidité du camarade Léon Trotsky. Maintenant, nous payons au prix fort.

Dans notre région du globe, c'est-à-dire dans le sous-continent indien, sauf au Sri Lanka, il n'était pas possible de lire ni d'étudier facilement les ouvrages de Trotsky à cause de la propagande forcenée dirigée contre lui par la bureaucratie stalinienne de Moscou et l'aveuglement des maoïstes de Pékin. Il y a seulement dix ans, c'était une honte d'être trotskyste. Mais les choses ont commencé à changer au fur et à mesure que l'impérialisme s'est montré sous son vrai jour et a commencé à saper la souveraineté de l'appareil d'Etat, de la nation, et s'est attaqué à son existence même. Maintenant, le capital et le capitalisme s'attaquent à la résistance des organisations et des partis indépendants des peuples. Dans notre sous-continent, tous les grands partis politiques et les gouvernements ne sont que des pions aux mains du capital financier international, y compris des groupes et des partis de gauche, les vestiges des bureaucrates de Moscou et les staliniens ont cédé à l'exploitation sans frein.

A ce point critique de l'agonie des peuples, nous avons formé une section de

la IV^e Internationale au Bangladesh, en 1995. Notre travail et notre activité ont donné un rayon d'espoir aux militants progressistes qui ne savaient plus vers qui se tourner. Nous avons apporté notre soutien au mouvement syndical indépendant, qui a partiellement réussi à empêcher ou à ralentir les privatisations et les plans d'ajustement structurel.

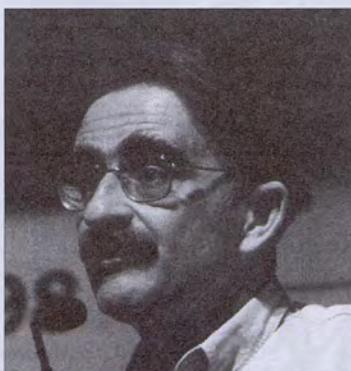
Grâce à l'enthousiasme et aux initiatives du syndicalisme indépendant, des organisations paysannes, d'intellectuels, de groupes culturels et de personnes isolées, nous avons joué un rôle essentiel dans le lancement et la formation d'un parti politique en mai de cette année. Ce parti s'appelle Parti Ganatantric Majdoor (Parti ouvrier démocratique). Je crois que le nom lui-même a une signification importante. Nous croyons à la démocratie et nous la mettons en pratique dans notre parti, et nous défendons les règles de la démocratie, que les impérialistes tentent de réduire à néant. Parce que c'est un parti démocratique, la section de la IV^e Internationale est une composante légitime de ce parti, avec des militants d'autres tendances.

Durant ces trois derniers mois, nous avons pu mobiliser notre peuple grâce à notre activité. Avec d'autres composantes du FDG (Front démocratique de gauche), nous avons réussi à empêcher le gouvernement de signer avec le gouvernement des Etats-Unis l'Accord sur l'état des forces. Nous engageons des campagnes vigoureuses contre l'accord sur le "Peace Corps" et le traité HANA avec les Etats-Unis.

Vous savez que le Bangladesh dispose d'énormes ressources minières et pétrolières : pétrole, gaz et charbon. Dans son avidité, le capital international est en train de mettre la main sur nos richesses naturelles. Les firmes multinationales euro-américaines se sont installées au Bangladesh et se chamaillent pour obtenir la meilleure part de nos richesses. Les compagnies américaines sont directement sollicitées par le gouvernement Clinton, alors que les compagnies européennes sont soutenues par leurs gouvernements respectifs. L'ex-secrétaire à la Défense américain, Dick Cheney, l'ex-Premier ministre britannique, John Major, se rendent fréquemment à Dacca pour exercer leurs pressions.

L'année dernière, la compagnie américaine Occidental Petroleum a fait perdre 60 milliards de dollars au Bangladesh à cause d'une explosion dans un champ de pétrole due à la simple négligence. Selon des sources publiées dans les journaux, il faudra soixante ans pour recouvrir la perte en ce qui concerne seulement la déforestation que cela a entraînée ; d'autre part, l'équivalent de milliards de dollars de gaz est parti en fumée. Le gouvernement ne peut pas exiger une quelconque compensation de la part de la compagnie. Ils pillent notre richesse comme ils le veulent.

Camarades, je dis toujours que le Bangladesh représente un terrain d'essai pour les plans de tous les capitalistes. Même si l'accord de l'AMI n'a pas encore été signé, en pratique, l'AMI est à l'œuvre au Bangladesh. Nous engageons le combat. L'unité des forces de progrès, l'internationalisme et la doctrine de la IV^e Internationale peuvent représenter une réponse à la crise actuelle de l'humanité.



**Markus Sokol,
section brésilienne
de la IV^e Internationale,
courant O Trabalho
du Parti des travailleurs
du Brésil**

Bonsoir camarades.

Il y a soixante ans, lors du congrès de 1938, le délégué brésilien, Mario Pedrosa,

dit "Lebrun", intervenait dans le débat en défendant la fondation effective de la IV^e Internationale. Pedrosa avait raison. Indépendamment des difficultés de la IV^e Internationale et de ce qu'est devenu Mario Pedrosa, qui a abandonné la IV^e Internationale, le fil de la continuité a été rétabli il y a vingt-deux ans au Brésil, en liaison avec la continuité qu'avait assurée la section française.

C'est dans ces soixante années de lutte de classe qu'ont été conquis, au Brésil, une grande partie des droits et des conquêtes des travailleurs et du peuple, jetant les bases d'une nation. Et c'est précisément ce que le capitalisme de cette fin de siècle, dominé par la spéculation financière, menace de faire disparaître, rejetant l'humanité en arrière.

Le monopole d'Etat sur le pétrole, le téléphone public, le droit à la sécurité sociale sont en voie de privatisation. La santé publique et l'éducation sont démantelées par la décentralisation. Les conséquences apparaissent : généralisation du travail des enfants, dissémination de la drogue, surtout dans la jeunesse...

Après la crise dite "asiatique" de l'an dernier, toutes les mesures de privatisation et de déréglementation qui favorisent le pillage de la richesse nationale ont été accélérées par le gouvernement Cardoso. Une loi a été promulguée, qui amplifie le travail précaire alors même que le salaire minimum est à peine plus de 100 dollars. L'annualisation du temps de travail vient d'être introduite, sous le nom de "banque d'heures", avec un mécanisme semblable à celui du Mexique et à la loi sur les 35 heures en France.

Comme cela se passe partout, ces attaques contre le peuple sont possibles, malgré la résistance, parce que, malheureusement, très souvent, les organisations syndicales ne jouent pas leur rôle. Et cela parce qu'elles sont paralysées par leur direction, ou pire, comme dans l'industrie automobile brésilienne, parce que la direction syndicale a anticipé l'introduction du système de "banque d'heures" en préparant la nouvelle loi d'annualisation.

Cette politique, qui considère éternelle l'économie de marché et s'adapte à la globalisation, c'est la politique de l'Interna-

tionale socialiste et des partis issus de la crise du stalinisme. Dans mon pays, c'est la politique de la direction du Parti des travailleurs du Brésil, qui est majoritaire au sein des organisations ouvrières. Né comme parti indépendant, appuyé sur la jeune avant-garde ouvrière, sur la paysannerie radicalisée et la jeunesse, le PT a intégré différents courants. Le courant O Trabalho, section de la IV^e Internationale, y joue un rôle non négligeable, dont nous sommes fiers, marquant le mouvement ouvrier au Brésil.

Le PT a beaucoup grandi au cours de ces vingt années. Il a atteint 600 000 affiliés. Aujourd'hui, son groupe dirigeant accroché à l'Internationale socialiste prend comme modèle les gouvernements Blair, Jospin et même Clinton.

La campagne électorale présidentielle se déroule aujourd'hui au Brésil sur fond de la crise dite "financière", qui frappe brutalement le pays. Dans trente jours, aura lieu le premier tour de l'élection. Le candidat à la réélection, le président Fernando Henrique Cardoso, est invité par Blair à une réunion internationale le 21 septembre, avec Clinton et Prodi, pour fonder ce qu'ils appellent la "troisième voie". Son principal opposant dans ces élections est le dirigeant du PT, Lula. Celui-ci se présente comme candidat d'un front avec des partis de la bourgeoisie. Ce front va jusqu'à appuyer des candidats bourgeois aux postes de gouverneur d'Etat, qui privatisent, licencent des travailleurs de la fonction publique et exonèrent d'impôts les multinationales, participant ainsi au démantèlement de la nation. Il s'agit d'une politique qui mène à la destruction du Parti des travailleurs.

Il y a deux mois, le courant O Trabalho a publié une déclaration publique. Le peuple n'accepte pas la politique dictée au gouvernement par Clinton. Nous disons : le peuple veut un autre gouvernement, un gouvernement qui satisfasse ses revendications, qui réalise la réforme agraire, qui cesse de payer la dette externe. Nous disons : le peuple veut un gouvernement du PT qui rompe avec l'impérialisme, un gouvernement qui n'accepte pas de participer à des réunions comme celle à laquelle M. Camdessus, le directeur du FMI, vient de convoquer les ministres de l'Economie des Amériques. Nous disons :

pas une voix pour Clinton-Cardoso, pas une voix pour les candidats qui défendent la politique de Clinton-Cardoso, vote pour un gouvernement du PT qui satisfasse les revendications.

Une large discussion est ouverte dans tout le pays. A notre initiative, des comités pour le vote PT surgissent. Une rencontre nationale des comités pour un gouvernement du PT qui satisfasse les revendications va se tenir avant le premier tour, avec des travailleurs, des jeunes, des militants, des dirigeants et des députés du PT, des syndicalistes.

C'est le combat de la section brésilienne de la IV^e Internationale, le combat pour un regroupement de résistance, pour une politique ouvrière indépendante, quel que soit le résultat des élections. Le regroupement de tous ceux qui n'acceptent pas la destruction de la nation au compte de Clinton, qui constituent une force politique indépendante, enracinée, qui compte au Brésil, pour l'avenir de la lutte de classe.

Je vous remercie. Mutto obrigado.

Viva la IV^a International !



Lybon Mabasa, président du Socialist Party of Azania (Azanie, Afrique du Sud)

Chers camarades, je vous parle aujourd'hui au nom d'un nouveau regroupement

politique constitué dans mon pays, qui s'appelle l'Azanie. Vous le connaissez peut-être sous le nom qui décrit sa situation géographique : l'Afrique du Sud.

Je m'adresse à vous en tant que président du Parti socialiste d'Azanie (le SOPA), un parti formé récemment. Ce parti s'inscrit dans la riche tradition de la lutte de libération de notre pays. Il est motivé par les conditions matérielles et existentielles de la majorité du peuple, le peuple noir. Cette voie était tracée par Steven Bantu Biko, qui a été assassiné brutalement par l'Etat de l'apartheid en 1977, au moment de la fondation du Mouvement de la Conscience noire.

Pour nous, membres du Parti socialiste d'Azanie, c'est un grand honneur de nous adresser à ce meeting important de militants, afin de marquer le soixantième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale. Même si le Parti socialiste d'Azanie ne représente pas en tant que tel une section de la Quatrième Internationale, un nombre important de militants du parti soutiennent pleinement la reproclamation de la Quatrième Internationale. Cela n'est pas contradictoire avec le fonctionnement démocratique du parti. Notre parti est un parti démocratique.

Le Parti socialiste d'Azanie regroupe et cherche à organiser en son sein tous ceux qui défendent inconditionnellement les acquis arrachés par les travailleurs dans leurs luttes sanglantes contre le régime de l'apartheid. Nous luttons inlassablement au nom du programme des travailleurs, dont la revendication essentielle est le pouvoir absolu pour la majorité noire.

Le Parti socialiste d'Azanie est aujourd'hui le seul parti qui combatte inconditionnellement pour le socialisme et, par là même, défende la classe ouvrière.

L'ensemble des partis politiques traditionnels, sans exception, se prononcent pour l'économie de marché au nom de la croissance économique. Et pourtant, l'expérience objective a démontré le contraire. Malgré toutes les mesures prises par le gouvernement, il n'y a pas eu de croissance économique, mais au contraire une chute permanente, la monnaie sud-africaine, le rand, perdant entre 70 % et

80 % de sa valeur. Le gouvernement dirigé par Mandela a demandé à toute la population sud-africaine de soutenir la politique économique du gouvernement, mais la question reste posée : quelle est cette politique économique ?

Soutenir la politique économique de ce gouvernement, qui s'appelle GEAR ("Croissance, emploi et redistribution"), que ce soit ouvertement ou tacitement, veut dire en fait trahir la classe ouvrière et la majorité noire dans notre pays. Ce programme économique GEAR ne propose que des perspectives catastrophiques pour la majorité noire.

La politique actuelle du gouvernement remet à plus tard les besoins urgents, concrets et réels de la majorité, dont le logement décent et peu cher, l'assurance médicale efficace et accessible, un enseignement gratuit de qualité, du travail pour tous, etc. Le gouvernement préfère privilégier la fuite des capitaux par la déréglementation et l'élimination des contrôles économiques, dans l'espoir d'attirer des investissements étrangers non existants.

La stratégie à long terme du gouvernement ne vise pas à satisfaire les besoins de la majorité, et surtout pas de la classe ouvrière noire, mais plutôt de créer artificiellement et de soutenir une classe moyenne noire, une minorité d'élite noire, qui a rejoint ses semblables blancs pour voler toutes les richesses du pays. Ce sont les opportunistes qui jouent le rôle d'un barrage contre les aspirations de la majorité.

Cette nouvelle classe moyenne noire prétend avoir réussi de son propre travail, mais nous savons que ce n'est pas le cas. Le plus grand danger présenté par ce groupe d'individus est qu'ils prétendent que c'est possible de réussir en tant que Noir en Azanie. Ils s'efforcent de nier toutes les aspirations et toute l'expérience du peuple noir et, surtout, leur approche s'oppose aux luttes de la classe ouvrière noire ; par exemple, ils dénoncent l'existence des syndicats.

Mais c'est au contraire la classe ouvrière noire qui est seule capable et qui a le devoir de mener la lutte pour la transformation sociale, politique et économique.

Le Parti socialiste d'Azanie constate les changements qui sont intervenus à travers le monde entier et comment ces changements ont touché notre pays et notre peuple. Nous comprenons pleinement que nous nous inscrivons dans le cadre mondial, qu'il ne suffit pas de chercher des solutions locales ou nationales aux problèmes énormes auxquels nous sommes confrontés. Nous croyons donc qu'il faut combattre l'impérialisme dans chacun de nos pays, mais aussi que, pour le détruire entièrement, il faut le combattre à l'échelle internationale. Pour cela, il faut organiser la lutte internationale contre le capitalisme et l'impérialisme, qui est représenté et servi par les institutions du capital financier international, par les organismes comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

C'est dans ce contexte que le Parti socialiste d'Azanie dit que, pour réaliser la libération totale de la majorité, le peuple doit contrôler non seulement le pouvoir politique, mais également les autres secteurs de la société qui touchent sa vie, que ce soit économique, social ou culturel. Notre lutte pour le socialisme dépasse toutes les frontières nationales. Aujourd'hui, le capitalisme se définit et s'exprime dans un contexte mondial, ce qu'il appelle la globalisation. C'est pour cela que notre lutte doit être également une lutte mondiale.

C'est cet engagement qui a amené notre parti à s'associer à l'Entente internationale des travailleurs et à participer activement à ses initiatives. Nous avons été partie prenante de toutes ses activités et nous continuons à participer à la lutte pour créer un monde humain et digne d'être laissé comme héritage à nos enfants.

Nous souscrivons à l'ensemble des décisions prises par la conférence africaine organisée récemment en Côte-d'Ivoire, notamment celle qui cherche à juger tous ceux, personnes, organismes internationaux ou pays, qui sont responsables de la déstabilisation et de la destruction des Etats et des pays d'Afrique. Il faut juger ceux qui sont responsables des guerres meurtrières et destructrices et de l'état généralisé de chaos sur notre continent. Il faut condamner les vrais criminels, qui ne sont presque jamais accusés ou même

nommés. Nous soutenons totalement le Tribunal international pour juger ceux qui ont commis des crimes contre l'Afrique, lequel doit avoir lieu au début de l'année prochaine.

En conclusion, le Parti socialiste d'Azanie a besoin du soutien des travailleurs du monde entier pour réaliser son programme politique.

Vive la Quatrième Internationale !

Vive la solidarité des travailleurs du monde entier !

Vive l'Entente internationale des travailleurs !

Vive le Parti socialiste d'Azanie !



**Pavlusko Imsirovic,
membre de l'Alliance
des travailleurs de Serbie,
membre de la section
yougoslave
de la IV^e Internationale**

Je vous salue dans ma langue, le serbo-croate, langue qui, officiellement, n'existe plus. Ce n'est pas la première fois qu'on annonce que le serbo-croate n'existe plus. On a d'ailleurs annoncé la même chose pour le marxisme. Mais ma langue est vivante, le marxisme aussi. La suite de mon discours sera lue en français.

Ce soir, nous commémorons le soixantième anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, soixante ans de combat pour la défense de la continuité du mouvement ouvrier, de la mémoire collective de la classe ouvrière, qui s'étend sur une bien longue durée...

Pendant soixante-dix ans, le mouvement ouvrier a été dominé par ceux-là mêmes qui l'ont trahi et l'ont sali : la couche parasitaire, qui, pendant toutes ces années, a saboté les conquêtes de la classe ouvrière au compte de l'impérialisme.

Dans la dernière décennie, sous la pression de l'impérialisme et face à la résistance de la classe ouvrière, la bureaucratie a mis bas les masques ouvertement et publiquement en essayant d'appliquer tous les plans de l'impérialisme. L'URSS comme tous les Etats de l'Est ont vu s'installer des gouvernements pro-FMI, restaurationnistes, directement subordonnés aux institutions internationales de l'impérialisme.

Il y a trente ans, des militants du groupe trotskyste clandestin en Yougoslavie étaient arrêtés, jugés, condamnés, emprisonnés. Ce groupe était accusé d'avoir fondé un "Groupe d'initiative pour le parti ouvrier révolutionnaire". Ce regroupement était une expression de la résistance ouvrière contre la bureaucratie, une expression de la recherche par la classe ouvrière d'un instrument de combat. Ce groupe, militant pour un parti ouvrier révolutionnaire, rassemblait des jeunes militants, trotskystes, anarchistes, anarcho-communistes, socialistes authentiques, etc., sur la base d'une plate-forme de défense des conquêtes ouvrières contre la bureaucratie, sur une ligne unifiant toutes ces tendances d'origines diverses dans le combat pour un parti ouvrier indépendant.

Je suis fier de dire que cette initiative était le produit de notre activité comme trotskystes. Devant le juge, au tribunal, j'ai déclaré :

"Oui, je suis marxiste, révolutionnaire, communiste. Cela signifie que je suis trotskyste. Je suis d'accord avec le procureur d'Etat sur le fait que la construction d'un parti ouvrier indépendant signifierait la destruction de votre pouvoir et l'établisse-

ment de la démocratie ouvrière. Votre répression est une expression de votre peur face à la classe ouvrière. C'est un aveu de votre part, reconnaissant par là que votre dictature est illégale et illégitime."

Il y a eu beaucoup de procès de ce type en URSS et dans tous les pays de l'Est. Dans la propagande, les trotskystes étaient présentés comme des "anticommunistes". Il y a sept ans, le même inspecteur de la police secrète qui m'avait arrêté plusieurs fois auparavant comme anticommuniste m'a de nouveau arrêté pendant une manifestation contre la guerre.

Cette fois-là, il m'a présenté à ses collègues plus jeunes en disant : "C'est un rouge, c'est un communiste, c'est un trotskyste." Je lui ai répondu : "C'est la première fois que vous dites la vérité. Mais essayez maintenant de me juger et de me condamner."

Le pouvoir bureaucratique est devenu le moteur de la privatisation, de la liquidation, de la destruction et de la colonisation dans nos pays. On peut en voir les résultats aujourd'hui avec la crise en Russie. Ce sont les mêmes gens, les mêmes hommes politiques, le même appareil bureaucratique. Ils ont porté les coups les plus brutaux à la classe ouvrière, mais ils n'ont pas réussi à briser sa résistance. C'est la raison pour laquelle ils ont dû provoquer la guerre et disloquer l'ex-Yougoslavie au compte de l'impérialisme. Mais ils n'ont pas réussi à réaliser tous les objectifs de leur politique. La guerre n'a pas suffi. Malgré les morts, les massacres, les purges ethniques, la classe ouvrière et l'ensemble de ses conquêtes n'ont pu être détruites. Et c'est pourquoi ils provoquent aujourd'hui de nouveau une guerre dans les Balkans : la guerre au Kosovo.

Dans le cadre de l'Association pour une politique ouvrière, membre de l'Entente internationale des travailleurs, nous, ceux qui avions été les fondateurs du Groupe d'initiative pour le parti ouvrier révolutionnaire il y a trente ans, nous nous retrouvons aujourd'hui avec des militants d'autres générations et d'autres origines politiques, avec des militants syndicalistes de presque toutes les organisations syndicales, pour aider à l'organisation de la résistance de la classe ouvrière, contre la guerre, contre les

privatisations, contre les interventions étrangères, pour l'unité ouvrière.

Pour la fin octobre, nous préparons une deuxième session de la Conférence nationale yougoslave pour la paix, la démocratie et l'unité ouvrière. Nous avons invité des représentants du mouvement ouvrier de tous les pays balkaniques à participer à cette conférence.

Je suis fier de pouvoir dire ce soir que la constitution de l'Association pour une politique ouvrière, la fondation du Comité de coordination ouvrière préparatoire à cette conférence ont été réalisées à notre initiative, sur la base du regroupement le plus large et dans le respect de la démocratie ouvrière. Notre tâche principale est la construction d'un large parti ouvrier indépendant, c'est-à-dire la reconstruction de sections yougoslave et balkaniques du mouvement ouvrier mondial.

Le drapeau de la IV^e Internationale a été, est et reste en première ligne du combat ouvrier.



**Hélène,
membre du comité central
du POSI, section d'Espagne
de la IV^e Internationale**

Camarades,

En ce moment, dans le monde, il y a quatre-vingts conflits armés. Quatre-vingts guerres. Avec des morts, des

blessés, des enfants livrés à la barbarie, à la misère, au désespoir.

Avant-hier, dans le journal *El Mundo*, un des grands quotidiens de la presse espagnole, il y avait une photo, une belle photo, une belle grande photo avec un soldat, un soldat congolais, jeune, avec son fusil sur l'épaule. Camarades, ce soldat devait avoir entre 15 et 16 ans, un adolescent. C'était un beau soldat africain, avec son arme en bandoulière et un petit singe sur l'épaule. Il donnait l'impression de partir pour une excursion.

Camarades, ce qu'inspire la guerre à la presse bourgeoise, c'est la beauté. La guerre est belle pour les marchands de canons. Ce jeune soldat ne fera pas la guerre pour sa liberté, pour un avenir meilleur. Nous le savons tous, nous ne sommes pas dupes. Les guerres des multinationales, les guerres impérialistes ne sont pas des guerres propres.

Les jeunes ouvriers, les jeunes paysans qui intégrèrent les milices de l'Armée rouge en 1917 l'ont fait pour combattre la réaction, ils ont lutté pour leur liberté, pour la révolution victorieuse, pour leur avenir, pour l'avenir de toute l'humanité. Ça n'avait rien à voir avec une guerre impérialiste, ça.

Camarades, d'Amérique latine nous est parvenu un appel pour construire une organisation mondiale de la jeunesse, pour la révolution. Les 80 participants au camp d'été, organisé par la section française de la IV^e Internationale, ont adopté cet appel. Il va être diffusé à tous les jeunes de tous les pays qui veulent en finir avec le système capitaliste.

Qu'est-ce que représente aujourd'hui la révolution ?

Il y a 250 millions d'enfants qui travaillent aujourd'hui dans le monde. Ce sont 250 millions d'enfants privés de liberté, privés de conscience, spoliés de leurs droits les plus élémentaires. Ce sont 250 millions d'enfants qui fournissent aux patrons une chair à travail, docile. Il faut en finir avec la précarité, avec la guerre. Il faut en finir avec l'impunité.

Aider la jeunesse à s'organiser pour combattre aux côtés de la classe ouvrière pour l'abolition de l'exploitation de

l'homme par l'homme, c'est ça, aujourd'hui, pour nous les jeunes, la révolution sociale.

En ce jour de commémoration du soixantième anniversaire de la proclamation de la IV^e Internationale, nous reprendrons, grâce à l'appel lancé par nos camarades d'Amérique latine, le flambeau. Nous assurerons la continuité du combat. Nous disons, comme le disait en 1938 la plate-forme de lutte de la jeunesse travailleuse :

"Les jeunes veulent un métier, les jeunes veulent travailler, produire de leurs mains, utiliser leurs forces, les jeunes veulent apprendre et on leur refuse l'accès à la culture. Les jeunes veulent vivre et on leur offre pour tout avenir de mourir de faim ou de périr dans une nouvelle guerre impérialiste. Les jeunes veulent créer un monde nouveau."

Nous voulons "donner un avenir à la jeunesse, donner un avenir au monde".

Camarades, nous poursuivons le combat.

Viva la révolucion, viva los jovenes de la IV^e Internationale en Espagne !



**Mustapha Ben Mohamed,
député du Parti
des travailleurs algérien**

Camarades,

Le Parti des travailleurs d'Algérie est particulièrement fier de participer à la

commémoration d'un événement qui a marqué l'histoire du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, nous sommes face, en Algérie particulièrement, à une situation qui frôle la décomposition et, aujourd'hui, nous estimons que notre place, plus que jamais, doit être consolidée.

Pourquoi le Parti des travailleurs d'Algérie participe-t-il à cette commémoration ? Non pas pour des raisons diplomatiques, protocolaires, mais parce que, tout simplement, le Parti des travailleurs d'Algérie a des origines, a une histoire, a des mots d'ordre qui sont puisés directement dans les enseignements de notre histoire, l'histoire de la IV^e Internationale.

Je voudrais relater deux événements qui ont marqué mon combat dans ce parti et dans la IV^e Internationale.

La première fois, c'était en 1945 — j'avais 19 ans —, quand le gouvernement de Gaulle, PS et PCF ont envoyé raser Sétif et ont massacré 40 000 personnes, avec l'aviation commandée par le "communiste" Tillon. A partir de ce jour-là, j'ai décidé que je ne pourrais plus me taire devant ce génocide, et c'est ainsi que j'ai rejoint les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj. Il y avait d'autres partis, mais pourquoi ce parti ? Tout simplement parce que c'était le seul parti qui réclamait l'indépendance totale de l'Algérie. C'était le seul parti qui réclamait une Assemblée constituante souveraine. Et ces mots d'ordre n'étaient pas le fruit du hasard, tout simplement parce que Messali a milité dans le mouvement ouvrier français et qu'il avait pu ainsi s'inspirer des luttes du mouvement ouvrier. Et aussi particulièrement parce qu'il a rencontré, il faut le dire, les militants trotskystes.

Plus tard, en 1946, en ville, à Alger, pour la première fois, je vois un journal, *La Vérité*, et puis, en première page, des mots d'ordre liés aux événements des pays dits coloniaux ; et c'était le seul journal qui réclamait l'indépendance des pays colonisés, l'émancipation de tous les peuples. Et, quelques mois après, lors d'un séjour à Paris, l'occasion m'a été donnée de rencontrer des dirigeants de la IV^e Internationale, dont un survivant, le camarade Lambert, qui m'ont permis de

comprendre la nature de la lutte qu'il devait y avoir en Algérie. Il a été extrêmement difficile de constituer une section de la IV^e Internationale, mais il n'empêche qu'au sein du PPA, j'ai pu continuer à défendre mes idées tout en étant organisé au PPA.

Je passe sur les années de prison, sept ans de prison ; mais quand j'ai été libéré, l'Algérie étant indépendante à ce moment-là, je me suis rendu compte que la classe ouvrière, que les Algériens, les masses algériennes avaient besoin d'un autre outil qu'un outil nationaliste. Je ne pouvais pas rester en Algérie, mais ici, en France, j'ai vécu depuis ma libération, de 1962 à 1965, et j'étais militant d'une section de la IV^e Internationale. J'ai revu, tout à l'heure dans le métro, à Odéon, une camarade qui était avec moi dans la section du XIV^e arrondissement, à Paris. Et je suis heureux de constater qu'il n'y a pas seulement des vieux dans cette salle, il y a quand même des jeunes pour assurer la continuité de notre combat.

Et je voudrais dire une chose : c'est que, aujourd'hui, après avoir constitué le Comité de liaison des trotskystes algériens (CLTA) en 1965, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) en 1980, dans la clandestinité, nous avons pu constituer en 1990 le Parti des travailleurs, qui a existé illégalement grâce au sacrifice de cette jeunesse en octobre 1988.

Depuis maintenant 1992, je ne vous ferai pas l'affront de vous relater la situation que vivent les Algériens, mais vous devez savoir qu'aujourd'hui notre principal mot d'ordre c'est : la paix, la fraternité, le socialisme, pour en finir avec ce régime militaire qui a enlevé tous les acquis de la révolution, qui se plie à toutes les injonctions du FMI, ce régime militaire qui s'est constitué en factions, en clans, en gouverneurs, en chefs de guerre, et nous ne voulons pas que l'Algérie devienne ce que sont devenus un certain nombre de pays.

Aujourd'hui, à travers différentes activités, le parti, vous avez pu le constater, prend de l'ampleur non seulement sur le plan qualitatif, sur le plan numérique, mais, devant la demande du peuple algérien, de beaucoup de travailleurs algériens

et particulièrement les cadres syndicaux, aujourd'hui nous avons décidé d'avoir une autre forme d'expression.

Parce que, je ne vous apprends rien, pour construire un parti, il faut des hommes, il faut des femmes et il faut un journal. Un parti se construit aujourd'hui autour d'un journal. Nous sommes le seul, le Parti des travailleurs, en Algérie, à avoir un journal mensuel et régulier. Nous avons décidé, à partir du mois prochain, pour répondre aux préoccupations des masses, et particulièrement à notre stratégie de paix, fraternité et socialisme, de sortir un journal qui s'appellera, à partir du prochain numéro, *Fraternité*.

Je profite de cette tribune pour vous demander, pour vous inciter à en prendre quelques numéros, qui seront disponibles à la sortie.

Je vous remercie.



Cai, militant chinois pour la démocratie

Bonsoir et merci. Je suis là à titre personnel. Je ne fais pas partie de la IV^e Internationale. Je suis là pour vous comprendre, vous connaître, c'est-à-dire que je suis là en tant qu'observateur.

Pourquoi ? Pour vous comprendre, bien sûr, mais aussi pour vous féliciter pour le soixantième anniversaire de la IV^e Internationale. Surtout, pour vous remercier de

votre aide pour la démocratie, pour un mouvement indépendant des ouvriers chinois.

Surtout, je voudrais témoigner que, depuis que je suis en France, je suis étonné, scandalisé par un phénomène : beaucoup de syndicalistes que j'ai rencontrés en France refusent de dialoguer avec vous, de discuter avec mes amis trotskystes. Ce n'est pas la démocratie. C'est, pour beaucoup de gens, comme un tabou. Quand j'étais en Chine, c'était déjà un sujet tabou. Je vis en France, dans un pays démocratique. Je ne supporte pas que ce soit encore un sujet tabou.

Je subis pas mal de pressions pour m'empêcher de travailler avec mes amis trotskystes, mais je peux témoigner que cela fait longtemps qu'on travaille ensemble pour le mouvement ouvrier indépendant en Chine et que je n'ai jamais subi de pressions de votre part pour imposer votre point de vue. Vous avez toujours respecté mon indépendance. Je suis là, en France, j'ai quitté la Chine après 1989, pourquoi ? Parce que je n'acceptais pas non seulement la répression sanglante, mais je n'acceptais pas la domination, la dictature communiste chinoise. Je n'accepterai aucune pression et domination. Surtout que, pour moi, la discussion, c'est la démocratie.

Donc, je suis là pour témoigner. Mes amis trotskystes nous ont beaucoup aidés et depuis longtemps. Surtout quand je suis arrivé en France et que je ne parlais pas un mot de français, après avoir tout perdu ; c'est vous qui nous avez aidés. Mais surtout, vous avez toujours respecté ma volonté d'indépendance.

Deuxièmement, je veux vous apporter des informations sur ce qui se passe en Chine. Maintenant, tout le monde parle de la crise asiatique. L'année dernière, les hommes politiques et la presse parlaient de "miracle" asiatique, en Chine tout va bien. C'est un mensonge. La situation s'est dégradée en Chine. Les ouvriers chinois d'abord, après ce sont les paysans chinois. C'est-à-dire que les travailleurs chinois ne se sont jamais trouvés dans une situation aussi difficile. La plupart des entreprises publiques sont en faillite à cause de la bureaucratie et de la corrup-

tion. Il y a des licenciements massifs. Les ouvriers sont licenciés sans explication, sans être prévenus, sans protection sociale. On compte, d'après les chiffres officiels — bien sûr, ils ne sont pas parus dans la presse officielle, mais dans des livres officieux publiés en Chine, qui sont plus discrets par rapport aux journaux —, 40 millions de personnes parmi les citadins qui sont pratiquement au chômage aujourd'hui.

Aujourd'hui, beaucoup d'ouvriers sont forcés d'accepter d'acheter des actions de l'entreprise. Ils ont acheté des actions de l'entreprise et, souvent, le lendemain, l'entreprise est déclarée en faillite. Leur argent a disparu. C'est ça, la réalité des réformes économiques des entreprises d'Etat, qui a été décidée officiellement l'année suivant le XV^e Congrès du PCC.

Ce sont les ouvriers chinois qui sont victimes des prétendues réformes économiques, du prétendu "miracle" asiatique.

Aujourd'hui, les ouvriers chinois sont en train de s'organiser. Vous le savez sans doute, un des premiers syndicalistes chinois, Han Dongfang, est resté à Hong-Kong pour éditer et publier le *Chinese Labor Bulletin*, la seule revue pour le syndicalisme indépendant chinois, et pour animer une émission très écoutée en Chine sur le syndicalisme indépendant. On travaille ensemble, avec votre aide.

Nous sommes dans une situation vraiment difficile, surtout les ouvriers chinois syndicalistes indépendants. Presque tous sont arrêtés et mis en prison. Surtout après la visite de Clinton en Chine, les arrestations contre les syndicalistes indépendants sont massives. Mais les hommes politiques américains et français disent que les droits de l'homme en Chine se sont améliorés !

Malgré tout, nous travaillerons pour le syndicalisme indépendant en Chine jusqu'au bout. Je travaillerai avec vous pour la justice sociale, malgré le fait que nous avons beaucoup de points de vue politiques différents. Mais c'est ça, la lutte pour la justice, pour la défense des petites gens exploités, pour le mouvement ouvrier indépendant en Chine.

Je vous remercie.



Daniel Gluckstein, section française de la IV^e Internationale

Camarades,

Soixante ans de IV^e Internationale, c'est en réalité cent cinquante, deux cents ans de continuité du mouvement ouvrier. Vous avez entendu ce qui s'est dit ici. Ce qui unifie la situation des travailleurs dans le monde entier, de la France à l'Afrique du Sud, des Etats-Unis à l'Argentine, du Brésil à la Yougoslavie, c'est que, tous sans exception, nous sommes confrontés aux plans du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, nous sommes tous confrontés à cette politique de frappes chirurgicales, celles qui assassinent les enfants et les peuples au Soudan et en Afghanistan sous les coups des bombes américaines, celles qui, dans tous les pays du monde, s'appellent plans d'ajustement structurel, plans de pillage, celles qui s'appellent privatisations ou qui, sous des formes en apparence plus douces, comme la loi Aubry dans notre pays, sont des lois de destruction de la force de travail, de destruction de la jeunesse.

Vous avez entendu ce qui a été dit ici. Il y a, camarades, dans le monde entier, un seul ennemi : la classe capitaliste et ses institutions. Il y a, dans le monde entier comme dans cette salle, une seule classe ouvrière unie dans la défense des intérêts qui lui sont communs.

C'est le soixantième anniversaire de la IV^e Internationale, c'est aussi le cent cin-

quantième anniversaire du *Manifeste du Parti communiste*. Il y a cent cinquante ans, tous les courants du mouvement ouvrier étaient unis sur un point : le rejet de la propriété privée des moyens de production, la nécessité de combattre pour la propriété collective. C'était il y a cent cinquante ans. Aujourd'hui, on nous parle dans les médias avec des mots asexués : il y a une "crise", on ne sait pas de quoi ; un monde s'effondre, on ne sait pas lequel. Faut-il dire que la crise d'effondrement est celle du système capitaliste ? Faut-il dire que le monde qui s'effondre est celui de la propriété privée des moyens de production ? Faut-il le dire, oui ou non ? Est-ce toujours — aujourd'hui comme il y a cent cinquante ans — la seule ligne de clivage qui vaille à l'échelle internationale ?

En tout cas, pour nous qui nous rassemblons à l'occasion du soixantième anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, la réponse est évidente. Il est de bon ton, aujourd'hui, de prétendre qu'il n'y a plus de classes sociales. Il est de bon ton de nous parler de la "société civile", d'organisations "non gouvernementales", d'"acteurs sociaux", tous devraient se rassembler dans des conférences communes. Dans deux ans, à New York, une conférence doit ainsi être organisée par l'ONU avec "*les syndicats ouvriers, les syndicats patronaux, les Eglises de toutes confessions, les organisations non gouvernementales, les associations de charité*" et, toutes sans exception, devraient se rassembler avec les gouvernements pour, paraît-il, définir "l'intérêt général".

Et c'est ainsi qu'on invite les syndicats ouvriers dans des "séminaires" internationaux et européens pour appliquer les plans du Fonds monétaire international et de l'Union européenne. Et c'est ainsi qu'en France, les organisations syndicales devraient à leur tour s'intégrer dans la mise en œuvre des plans du gouvernement : tout cela au nom de "l'intérêt général", paraît-il.

Camarades,

Vous remarquerez que les mêmes institutions internationales, la même classe capitaliste, qui s'invitent en quelque sorte dans les organisations syndicales, celles-là mêmes qui trouvent normal de dire aux

syndicats ouvriers ce qu'il faut faire ou ne pas faire, vous remarquerez en sens inverse qu'elles n'invitent jamais la classe ouvrière à donner son point de vue sur ce qu'il faut faire là où se prennent les décisions qui comptent pour les intérêts de la classe capitaliste.

Qui décide à Wall Street ? Qui a décidé, dans les dernières semaines, que 3 000 milliards de dollars devaient être offerts sur un plateau aux spéculateurs, après avoir été accumulés sur la base de la destruction des forces productives ?

La classe ouvrière a-t-elle été invitée à participer à cette décision qui concerne "l'intérêt général" ? Pas que je sache. Et c'est dommage ! C'est dommage que la classe ouvrière n'ait pas eu son mot à dire sur l'utilisation des 3 000 milliards partis en fumée à Wall Street, parce qu'on aurait pu en faire autre chose, de ces 3 000 milliards ! Selon l'organisme officiel de l'ONU, 800 millions d'individus, à l'heure actuelle, sur toute la planète, souffrent de la faim et, parmi eux, 200 millions d'enfants. Avec 3 000 milliards de dollars, on finance des rations de nourriture assurant une alimentation correcte, durant dix ans, de toute cette population sous-alimentée. Avec ces 3 000 milliards de dollars, il y avait la possibilité de tripler le revenu quotidien de 4 milliards d'individus qui survivent avec moins d'un dollar par jour à l'échelle de la planète. Avec 3 000 milliards de dollars — et je ne parle même pas des urgences des hôpitaux dans notre pays, je ne parle même pas des présumés "trous" des régimes de protection sociale —, réfléchissez à ce qui pourrait être fait, au regard du sort de ces 250 millions d'enfants entre 5 et 14 ans condamnés à travailler pour 1 dollar ou 1,5 dollar par jour. Réfléchissez au sort des 30 millions d'individus aujourd'hui frappés par le sida en Afrique, sans qu'aucun traitement à la hauteur des besoins ne soit dégagé.

Alors, on nous parle "d'intérêt général" ? On nous dit que les décisions qui concernent l'humanité sont prises dans l'intérêt commun, toutes classes sociales confondues ? On nous parle de "société civile" ? En réalité, au lieu de faire ces choix, ils ont accumulé des montagnes de capitaux, ils ont fermé les usines, désertifié des régions

entières, cassé les conventions collectives, baissé les salaires, cassé la Sécurité sociale, détruit l'instruction publique dans la plupart des pays de la planète. Officiellement, leurs propres statistiques indiquent que la part de la richesse mondiale entre les mains de 60 % de la population a été divisée par deux dans la dernière période.

Et ils nous ont dit : l'économie de marché est l'avenir ! Et ils nous on dit qu'en Russie, l'effondrement de l'économie planifiée allait ouvrir un avenir nouveau. Il est là, l'avenir nouveau ! Celui de la mafia, celui du gangstérisme, celui d'une situation où la majorité de la population ouvrière est condamnée au troc, où les relations économiques sont revenues à une période antérieure à l'époque du capitalisme.

L'avenir, paraît-il, était à l'économie de marché !

C'est une certitude : si la classe ouvrière avait son mot à dire dans "l'intérêt général", où seraient-ils allés, ces fameux 3 000 milliards de dollars ? Ils existaient, paraît-il, sur la place de Wall Street en juillet dernier ; on nous annonce maintenant qu'ils n'existent plus. Mais, que je sache, la terre continue de tourner, le soleil continue de se lever tous les matins.

Et si la vie peut continuer après la disparition de 3 000 milliards de dollars à la Bourse de New York, donc, elle aurait pu continuer malgré le fait que la classe ouvrière s'empare de ces 3 000 milliards et les confisque pour satisfaire les besoins de l'humanité. Mais cela, camarades, ne relève plus de "l'intérêt général", cela ne relève plus de la "société civile". Cela relève de la lutte de classe. Jamais on n'a vu la classe capitaliste laisser la classe ouvrière décider à sa place ce qu'il faut faire de ces montagnes de capitaux spéculatifs.

Alors, pourquoi la classe ouvrière devrait-elle à son tour laisser la classe capitaliste décider à sa place ce qui est bon pour elle ? Pourquoi devrait-elle laisser les gouvernements au service du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale dicter leurs ordres aux organisations ouvrières, leur interdire de défendre les intérêts ouvriers, les contraindre à s'intégrer dans la politique

des Etats ? Il n'y a aucune raison à cela. Et c'est pourquoi nous combattions pour l'indépendance des organisations ouvrières.

Camarades,

Cette question est posée dans le monde entier. Et elle pose, dans le monde entier, la question de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. La IV^e Internationale a été fondée voilà soixante ans par des militants, peu nombreux, qui jugeaient indispensable d'assurer le fil de la continuité, celui du *Manifeste du Parti communiste*, celui des Première, II^e, III^e Internationales, celui de l'indépendance des organisations ouvrières. Nous savons aujourd'hui que, dans le monde entier, des courants, des groupes, des organisations qui ne sont pas de la IV^e Internationale cherchent, comme nous, les moyens les plus adaptés à préserver la civilisation humaine. Nous les voyons, comme nous, venus d'autres origines, d'autres combats, confrontés aujourd'hui aux mêmes questions : préserver l'indépendance des organisations ouvrières, préserver la démocratie, combattre pied à pied contre ceux qui prétendent qu'il n'y a plus rien à faire qu'à céder.

Camarades,

Parmi ceux qui ont pris la parole à cette tribune avant moi, certains ont rejoint la IV^e Internationale, d'autres pas. Mais tous expriment une composante de cette continuité. La continuité du combat de ces Noirs de Soweto dans le Mouvement de la Conscience noire des années 1970 ; la continuité du combat contre le colonialisme français oppresseur du peuple d'Algérie et de l'ensemble des peuples d'Afrique ; la continuité du combat contre la bureaucratie parasitaire en Yougoslavie et à l'est de l'Europe ; la continuité du combat pour les organisations ouvrières indépendantes en Chine, du combat pour la souveraineté de la nation au Bangladesh et dans le sous-continent indien, du combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

D'autres, qui ne sont pas parmi nous, mais dont la route a croisé la nôtre et la croisera sans doute encore, sont, comme nous, confrontés à une question : faut-il céder, faut-il renoncer, faut-il que la clas-

se ouvrière accepte passivement de voir démanteler les institutions indépendantes qu'elle a constituées dans son combat ? Faut-il suivre les partisans de l'économie de marché, ceux de l'Internationale "socialiste", ceux des ex-partis staliniens "refondés" et leurs supplétifs divers et variés, y compris ceux qui se réclament du trotskysme, faut-il oui ou non accepter comme un avenir indépassable celui de cette économie, de ce monde qui s'effondre sous nos yeux, entraînant les guerres et la dislocation sociale ?

Camarades,

Ce problème n'a pas de solution facile. Mais en ce soixantième anniversaire de la IV^e Internationale, nous pouvons constater que nous avons commencé à accomplir la tâche que Léon Trotsky a assignée à la IV^e Internationale lors de sa fondation, à savoir : contribuer à la reconstitution d'une représentation politique authentique pour la classe ouvrière, à l'échelle internationale et nationale. Nous avons commencé à répondre à cet appel dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, nous avons commencé avec des courants et des militants de toutes tendances.

Nous sommes, nous le savons, en France, dans une situation particulièrement difficile, avec, au gouvernement, un Premier ministre qui se prétend "réformiste" alors qu'il passe chaque minute de son activité gouvernementale à détruire les unes après les autres toutes les réformes arrachées par la classe ouvrière, lui qui n'est, en réalité, qu'un destructeur, un prédateur, un contre-réformiste au service de l'impérialisme. La situation est difficile, avec des ministres communistes qui viennent de se prononcer très officiellement, dans *L'Humanité*, ce matin, en faveur de la privatisation des entreprises publiques, une question qui, désormais nous apprend-on, ne doit plus être "taboue", des ministres communistes qui avalent couleuvre après couleuvre, Maastricht après Amsterdam, la privatisation-destruction des services publics. Nous sommes dans une situation difficile, aussi, avec certains responsables d'organisations ouvrières qui ne craignent pas de tempêter contre le gouvernement auquel ils reprochent de ne pas suffisamment associer les

syndicats à son œuvre destructrice et qui précisent qu'en réalité, ils se fixent le mandat d'aider le gouvernement à accomplir sa politique.

Il y a cette situation difficile. Mais il n'y a pas que cette situation difficile. Il y a aussi des militants socialistes qui refusent de prendre des vessies pour des lanternes et des contre-réformes pour des réformes positives. Il y a aussi des militants communistes qui ne renoncent pas au combat pour la défense de la propriété sociale, au combat contre les privatisations et contre Maastricht-Amsterdam. Il y a aussi des milliers de militants et de responsables syndicaux, dans toutes les confédérations, qui refusent de voir les syndicats transformés en instruments du Fonds monétaire international et qui combattent pour en préserver l'indépendance et la continuité.

A tous ces militants, à tous ces camarades, à tous ces travailleurs, la IV^e Internationale tend la main fraternellement, en ne prétendant pas faire disparaître les désaccords, mais en appelant aux nécessaires combats communs pour la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant, pour la défense des organisations ouvrières.

Oui, la IV^e Internationale, en ce soixantième anniversaire, peut se permettre, sur la base de son programme, sur la base de son bilan, de s'adresser aux ouvriers, aux paysans, aux jeunes, aux enseignants, aux salariés de toutes catégories, elle peut se permettre de s'adresser à eux, parce que son drapeau est resté sans tache.

La IV^e Internationale s'adresse à tous ceux qui veulent vivre, qui veulent un vrai travail, un vrai salaire. A tous, elle propose de combattre sur un mot d'ordre : défendre la force de travail, défendre pied à pied sous toutes les formes la force de travail de l'ouvrier, du paysan, du jeune, du salarié. A tous, elle propose d'engager le combat.

La IV^e Internationale n'a ni honneur ni distinction à promettre. Elle n'a, un camarade l'a dit à sa façon avant moi, que la vindicte, la diffamation et la calomnie de tous ses ennemis. Elle n'a à offrir que la perspective du combat pour arracher les moyens de production à la classe capitaliste, pour défendre toutes les conquêtes

de la civilisation humaine, à commencer par l'indépendance des organisations ouvrières.

Deux ans avant la fondation de la IV^e Internationale, Léon Trotsky déclarait ceci : "Quiconque s'incline devant le fait accompli n'est guère capable de préparer l'avenir."

Rassemblés ici pour le soixantième anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, nous sommes en droit, sur la base de ce qui a été dit à cette tribune, au nom de tous les camarades qui se sont exprimés, au nom de ceux qui ne sont pas parmi nous, mais dont nous savons qu'ils sont partie prenante de ce combat, trotskystes ou non, nous sommes en droit de dire, par-delà l'histoire, par-delà ces soixante années qui se sont écoulées : camarade Léon Trotsky, nous répondons à ton appel.

A tous ceux qui refusent "de s'incliner devant le fait accompli", nous disons ensemble : préparons l'avenir, celui d'un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression ; préparons l'avenir, celui d'un monde où chacun puisse vivre, débarrassé de l'humiliante angoisse de la survie quotidienne, un monde où les richesses produites par tous profitent à tous, un monde de paix, d'égalité et de fraternité des peuples.

A tous ceux qui refusent "de s'incliner devant le fait accompli" d'une civilisation qui s'effondre, nous sommes en droit de dire : ensemble, préparons l'avenir, celui de la République universelle des conseils ouvriers.

Voilà pourquoi non seulement la IV^e Internationale a vécu, voilà pourquoi la IV^e Internationale vivra !

Pierre Lambert

Camarades,

Notre camarade Lin ayant été malade, elle n'a pu préparer une intervention, mais

elle tient à dire quelques mots ce soir. Je sais que l'occasion pour inviter tous ceux qui ne l'ont pas encore fait à lire le magnifique livre que Marie Holzman a consacré à Lin, la rebelle, l'indomptable rebelle (en vente à la librairie d'*Informations ouvrières*). Je lui donne la parole avant de conclure ce meeting.



Lin Xiling

Chers camarades,

Ce soir, je n'ai pas pu préparer mon discours du fait de ma maladie et des problèmes de traduction. Mais je tenais particulièrement à être avec vous ce soir.

Quand j'étais jeune, dans le mouvement des Cents Fleurs, je critiquais la bureaucratie. Les bureaucrates m'ont dit que j'étais "droitiste", ils m'ont dit aussi que j'étais trotskyste. Mais je ne comprenais pas ce que voulait dire "trotskyste", parce qu'en Chine, être trotskyste, c'est très dangereux.

A l'époque, j'étais peut-être une trotskyste naturelle ! Maintenant, je suis vraiment trotskyste. Pourquoi ? Ce n'est pas simplement parce que je comprends ce qu'est le capitalisme, les privatisations. Le capitalisme, les privatisations, ce n'est pas simplement en Chine. Je suis arrivée en France, je vis dans le capitalisme depuis quinze ans. En quinze ans, j'ai bien

compris : le capitalisme, c'est l'injustice. Le capitalisme, les privatisations, c'est contre les travailleurs, contre la jeunesse, contre les femmes.

C'est pourquoi j'ai décidé d'adhérer au Parti des travailleurs, à la IV^e Internationale. La IV^e Internationale, c'est ma famille.

Après mon opération, si je vis, je continuerai la lutte avec tous mes camarades.

Vive la IV^e Internationale !

Pierre Lambert

Camarades,

Demain, vousirez votre journal, mais neirez pas un mot sur ce meeting. Demain, vous regarderez la télévision et vous ne verrez rien sur ce meeting. Demain, vous écoutez la radio, idem. Nous n'exissons pas ! Nous sommes une "non-organisation" ! Et pourtant, nous existons, puisque des livres, des articles, des journaux, des revues parlent de l'organisation dont on ne sait rien exactement, dénommée "lambertiste". Nous n'exissons pas !

Camarades,

Dans le troisième numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la revue éditée par notre camarade Jean-Jacques Marie et par Vadim Rogovine, j'ai lu un article : Staline voyait des "trotskystes" partout, pour exterminer les militants ouvriers par dizaine de milliers. Mais, pour Staline, non seulement ils étaient "hitléro-trotskystes", mais ils n'existaient pas. Et pourtant, dans les notes internes de l'appareil stalinien international, on voyait à quel point le trotskysme existait, à quel point ceux qui défendaient la tradition de la révolution d'Octobre existaient. Nous avons su et nous savons ce qu'a représenté pour Staline ce qu'il a considéré comme sa "victoire", quand, le 20 août 1940, il a fait assassiner par un de ses agents le camarade Léon Trotsky.

Nous n'étions qu'une poignée. Et pourtant, toute cette force concentrée de l'appareil stalinien international, de la bourgeoisie mondiale, nous pourchassait, pourchassait les trotskystes.

Camarades,

Cette "non-organisation" est pourtant une "non-organisation" boycottée. Nos moyens, vous les connaissez, c'est vous qui les donnez, ce sont les travailleurs qui les donnent. De temps à autre, on ironise sur le fait que nous sommes pour l'organisation. Mais oui, nous sommes pour l'organisation, parce que la classe ouvrière, si elle n'est pas organisée, n'est rien. Aujourd'hui, toute la politique mondiale, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Union européenne, vise à transformer la classe ouvrière en individus sans liens, sans organisations indépendantes, à leur interdire de s'organiser dans des organisations indépendantes. Les tenants de la CES veulent intégrer les syndicats, c'est-à-dire utiliser les appareils pour détruire les conquêtes, les droits, les garanties qui fondent la classe ouvrière comme classe. Mais, malgré les immenses destructions que représente "l'économie" qui croule sous la spéculation, ce système pourriant a besoin d'ouvriers qui travaillent, qui produisent de la plus-value. Les travailleurs sont organisés dans le processus de production, et quand ils sont organisés ils peuvent combattre. Mais il faut aux travailleurs une méthode : le marxisme, pour les aider dans leur lutte de classe, il faut le programme de la IV^e Internationale.

Camarades,

Ce combat, effectivement, n'est pas facile, il faut nous aider financièrement. Ce combat coûte cher, ce meeting coûte très cher. Vous allez, à la fin, verser tout ce qui est nécessaire pour que ce meeting soit financé. Parce que tout doit être financé. Financé par qui ? Financé par les travailleurs. Nous refusons l'aide de qui-conque. Nous refusons l'aide des ONG. Nous refusons d'être une ONG. Nous disons : nous avons les mains propres, la propriété de notre classe, la classe ouvrière qui lutte pour la vérité ; et c'est pourquoi, camarades, je vous demande d'être très, très généreux.

Je conclurai en vous disant simplement ceci : nous dressons, avec tous les militants, tous les courants — nous les remercions — qui se détachent de la crise mondiale du mouvement ouvrier pour lutter pour l'indépendance, le drapeau du parti ouvrier indépendant, le drapeau du Parti des travailleurs. Nous dressons avec ces militants le drapeau de l'émancipation, le drapeau de la démocratie, le drapeau de l'indépendance de classe, le drapeau de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Pour notre part, avec Trotsky, avec Lénine, avec les bolcheviks,

qui ont montré le chemin de la victoire du prolétariat, nous dressons le drapeau de la IV^e Internationale, celui, comme l'a dit tout à l'heure le camarade Gluckstein, du combat pour aider à l'instauration de la République universelle des conseils, héritaire de la Commune de Paris.

Trotsky a dit, avant de sombrer dans la mort : *"Je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale."*

En avant, l'heure de la IV^e Internationale va sonner !

Exposé présenté à la réunion de formation de jeunes militants en Espagne

Par Pierre LAMBERT

C'est, vous en conviendrez, une tâche difficile que de résumer l'histoire des Internationales, qui se confond avec l'histoire des révoltes, de la lutte des classes, l'histoire de tout le mouvement ouvrier mondial, qui se confond avec les combats héroïques du prolétariat.

En 1934, l'insurrection des mineurs des Asturias, écrasés par le gouvernement de l'époque, a pourtant ensuite ouvert la voie à la révolution espagnole, qui a été également écrasée en 1939. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas de parti et d'Internationale révolutionnaires implantés dans les masses. Je ne peux pas vous expliquer tout cela, ce serait trop long. D'autant plus que vous m'accordez vingt minutes.

Pourquoi des Internationales ? Bien entendu, depuis que l'humanité existe, chez les opprimés, chez les exploités, il y a toujours eu l'aspiration à la justice. La lutte de classes n'est pas autre chose que l'expression du combat des opprimés et des exploités contre l'exploitation et l'oppression. C'est, dans l'Antiquité, la lutte des esclaves contre les propriétaires

d'esclaves ; au Moyen Age, c'est la lutte des serfs contre les seigneurs et, dans la société capitaliste, c'est la lutte du prolétariat contre les capitalistes.

La différence qui existe entre le travail esclavagiste, le travail servile et le travail salarié permet de comprendre pourquoi, dans la lutte de classes, le prolétariat a besoin d'une Internationale. L'exploitation capitaliste est fondée sur l'exploitation de la force de travail des ouvriers par les capitalistes, qui possèdent les moyens de production.

La différence qui existe entre le travail servile et le travail salarié réside dans le fait que le serf travaille pour le seigneur, mais il possède un lopin de terre, des outils qui lui appartiennent.

Le travailleur salarié n'est pas dans même situation face à l'exploitation capitaliste. Les travailleurs salariés ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, qu'ils doivent vendre aux capitalistes pour survivre. De tout temps, une classe exploitée lutte contre l'exploitation. La différen-

ce entre le travail servile et le travail salarié réside en ceci que le paysan-serf libéré du servage peut devenir le propriétaire de ses moyens de travail et de production (terre). L'ouvrier, le travailleur salarié qui s'élève au rang de propriétaire des moyens de production cesse d'être un travailleur salarié. Il devient capitaliste. Il cesse d'être un salarié. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, cette situation est traduite clairement : "Les prolétaires n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes."

Répétons-le : quand il y a exploitation d'une classe par une autre, il y a lutte contre l'exploitation. Seul, isolé, l'ouvrier n'est rien, il n'a aucune possibilité de lutter contre celui qui possède les moyens de production. Le capitaliste a la possibilité de le faire mourir de faim. L'ouvrier ne peut survivre que comme travailleur salarié. Groupés, les ouvriers sont une force, ils peuvent s'organiser. Qui organise cette force ? C'est le mode de production capitaliste, qui exige des usines, des mines, des relations entre les usines, entre les mines, où les ouvriers, les mineurs, les métallurgistes sont dans les mêmes conditions d'exploitation, groupés et exploités. A partir du moment où le système capitaliste s'est développé, à partir du moment où il y a eu concentration des ouvriers, des organisations se sont constituées pour combattre l'exploitation. Lénine, à la fin du siècle dernier, disait en substance aux "moujiks" déracinés qui affluaient dans les villes : moujiks, vous allez souffrir les mille morts de l'exploitation capitaliste, mais vous serez groupés, organisés dans les bagnes industriels ; vous apprendrez l'organisation pour abattre l'organisation des capitalistes, en construisant des organisations ouvrières.

La première organisation qui s'est constituée, en Angleterre, a été le Mouvement des chartistes, sur un programme : 10 heures de travail sans perte de salaire, interdiction du travail des enfants, augmentation des salaires.

Au début du capitalisme, quand les ouvriers travaillaient 14 heures, 15 heures, des jeunes de 6 à 8 ans étaient parqués dans les usines, ils étaient parqués dans les maisons qui s'appelaient des work-houses, véritables prisons.

Par parenthèse, aujourd'hui, le capitalisme dans le monde entier, que ce soit en France, en Espagne ou aux Etats-Unis, tente de faire revenir les travailleurs dans les mêmes conditions.

A partir de 1830, des organisations ouvrières se constituent, plus ou moins secrètes : en France, où toute une série de tendances et d'organisations cherchent, bien que confusément, à exprimer les intérêts de la classe ouvrière déjà constituée ; en Allemagne, où la situation d'une classe ouvrière en formation est encore marquée par des rapports sociaux où dominent des formes semi-féodales ; autour de la critique de ces formes semi-féodales et autour des exilés, se constitue en France la Ligue des Justes, qui regroupe des exilés allemands, anglais, belges, et des Français. En Angleterre, le Mouvement chartiste a déjà toutes les caractéristiques d'un mouvement ouvrier. Toutes ces organisations entretiennent entre elles des rapports étroits.

Discussions politiques, scissions, regroupements, jusqu'au moment où s'est clarifiée la position du prolétariat affirmant sa lutte de classe et ses objectifs dans la Ligue des communistes. C'est cette Ligue des communistes qui adopte le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et d'Engels, qui, dès 1848, trace tout le développement historique. On peut dire que, dans ses principes, le *Manifeste* est aussi vivant aujourd'hui, en 1998, qu'en 1848. Le prolétariat est international dans son contenu et national dans sa forme. Aujourd'hui, encore plus qu'en 1848, les termes de mondialisation, privatisations, déréglementation, flexibilité, mobilité... sont des termes qui recouvrent la défense des intérêts des propriétaires privés des moyens de production contre les intérêts des exploités et des opprimés, des termes qui sont utilisés de façon identique sur tous les continents et dans tous les pays.

Bien entendu, le *Manifeste du Parti communiste* est rédigé à partir de la situation du prolétariat de l'époque. Mais la base de principe du *Manifeste*, c'est l'Internationale, qui n'est pas inventée par Marx. Elle est la traduction d'une réalité économique et historique, dont les principes restent valables aujourd'hui. Sous cet angle, on peut dire que la Ligue des

communistes, qui s'était constituée en 1847, est la préhistoire des Internationales.

La révolution de 1848 et sa défaite ont abouti à une situation de désorganisation de la classe ouvrière, qui subit les coups profonds de la bourgeoisie et des gouvernements. On assiste à un recul du mouvement ouvrier.

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

Mais le développement du capitalisme se poursuit et la classe ouvrière est conduite à chercher à se constituer comme classe, donc à s'organiser pour résister à l'exploitation.

En 1864, à Londres, se tient un meeting contre la répression des armées tsaristes contre la révolution polonaise et pour la défense de l'Irlande. A ce meeting, participent tous les représentants du mouvement ouvrier, toutes les tendances, y compris les représentants de la démocratie... Dans le même temps, à Londres, se tient l'Exposition universelle, et des délégations d'ouvriers de toute une série de pays qui y sont venus participent à ce meeting. Là, ils décident de se constituer, d'avoir des liens internationaux, essentiellement européens. C'est la naissance de la Première Internationale.

La Première Internationale va regrouper toutes les tendances du mouvement ouvrier, les tendances réformistes et les tendances révolutionnaires, marxistes, bakouninistes, y compris Garibaldi, qui est à la limite du mouvement ouvrier. Marx est chargé d'écrire l'Adresse, qui sera le programme de la Première Internationale, rassemblant tout ce qui existe comme organisations du mouvement ouvrier à l'époque. La libération de l'humanité ne peut être réalisée que par la lutte pour la libération de la classe ouvrière de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Tel est le fondement de principe de la Première Internationale.

C'est ainsi que la condition pour construire des organisations dans chaque pays quelles que soient les tendances de la classe ouvrière, pour construire une organisation ouvrière, c'est qu'il faut inscrire la lutte pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La Première Internationale élit un conseil général, qui se réunit à Londres, avec des congrès où sont définis toute une série de questions politiques toujours actuelles. J'en donnerai quelques exemples.

La classe ouvrière, pour se défendre contre l'exploitation, doit être unie. Ce sont les capitalistes qui, en introduisant la concurrence entre les travailleurs, les divisent entre eux.

Comment combattre l'exploitation ? La Première Internationale prescrit : ne jamais accepter d'être soumis à un parti de la bourgeoisie ou à un gouvernement bourgeois, parce que, par essence, ces gouvernements sont des gouvernements d'exploiteurs. Et, à partir de là, quelle que soit leur position politique, philosophique ou religieuse, les travailleurs peuvent trouver leur place dans le syndicat indépendant.

Les travailleurs sont traversés par des courants politiques différents : marxistes, bakouninistes, réformistes... La liberté de penser doit être respectée totalement, c'est le droit d'être organisé dans l'organisation politique de son choix. Donc, la classe ouvrière s'organise en organisations politiques. La démocratie ouvrière garantie par l'indépendance de classe garantit la libre expression.

Bien entendu, dans chaque pays, les relations ne sont pas les mêmes, car il existe des traditions nationales différentes. Il y a des différences entre les organisations syndicales espagnoles et les organisations syndicales françaises. Je ne dis pas que la forme d'organisation est meilleure en France qu'en Espagne. Elle correspond à la situation historique du pays et au développement propre de la lutte de classe du prolétariat.

Il y a d'autres formes d'organisation : les mutuelles, partiellement les coopératives ouvrières, et toute une série de

conquêtes qui ont constitué la classe comme classe et que la classe capitaliste veut détruire, en détruisant les organisations.

LA II^e INTERNATIONALE

La défaite de la Commune de Paris entraîne de fait la disparition de la Première Internationale. La reconstruction du mouvement international aboutit à la II^e Internationale. Dans la II^e Internationale, il n'y avait que des partis ouvriers indépendants. La II^e Internationale n'avait rien à voir avec l'Internationale socialiste d'aujourd'hui, où vous avez des partis bourgeois, des partis réactionnaires, avec des partis dits socialistes, et même d'anciens partis communistes. N'aurait pu adhérer à la II^e Internationale un parti qui n'était pas un parti ouvrier (par exemple, au Venezuela, le Parti d'action démocratique, qui est un parti bourgeois, mais est membre de l'Internationale socialiste).

Aujourd'hui, Gonzalez et Pierre Mauroy sont en train de négocier pour que le Parti démocrate américain puisse coopérer avec l'Internationale socialiste et y être associé sous une forme ou une autre. C'est la "troisième voie" proposée par Clinton, Blair, Jospin et autres...

Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, la II^e Internationale regroupe donc ces partis ouvriers, qui se constituent dans chaque pays, sur la base d'un programme qui est celui de l'indépendance de classe, de la défense des conquêtes sociales, de la lutte pour de véritables réformes qui améliorent réellement le sort des exploités, pour l'unité internationale des prolétaires. Les prolétaires n'ont pas de patrie, dit le *Manifeste du Parti communiste*. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas à défendre des nations, dans certaines conditions et pour certaines nations, par exemple, les nations opprimées. Mais, en 1914, lors de la Première Guerre mondiale, les députés socialistes, en France, ont voté les crédits de guerre et ont dit : "*L'ennemi, c'est l'Allemagne.*" En Allemagne, ils ont dit :

"L'ennemi, c'est la France." Chacun de ces partis, se soumettant à son gouvernement impérialiste, pour la défense de la "patrie", a enchaîné les militants et les travailleurs au char de leur impérialisme national. La cassure se fait. Ce n'est plus une Internationale. Chacun des dirigeants de ces partis — pas les membres, pas les ouvriers qui ont suivi — ont trahi la cause de la classe ouvrière, en trahissant l'Internationale. Pourquoi ?

Encore une fois, il faut utiliser la méthode du marxisme. Quelles sont les bases matérielles qui permettent de comprendre cette situation ?

Les bases matérielles de la dégénérescence des partis de la II^e Internationale, c'est l'impérialisme, le capital financier, qui, à travers la conquête des colonies, par la surexploitation des travailleurs et des peuples colonisés, constitue dans la classe ouvrière une couche que Lénine a appelée l'aristocratie ouvrière. Ceux qui, en fait, pensent pouvoir régler "leur" question sociale en se soumettant à la bourgeoisie.

C'est à partir de cette base matérielle que l'on peut comprendre ce qui s'est passé. Cela ne veut pas dire que les dirigeants qui sont passés de l'autre côté étaient tous des traîtres, tous des vendus, tous des corrompus, etc. Il y avait des traîtres, des vendus, des corrompus, comme il y en a toujours eus dans les mouvements libérateurs. Mais de grands révolutionnaires, en France, en Russie, en Allemagne, n'étaient pas des corrompus. Quand ils se sont trouvés devant la situation de dire non à la bourgeoisie, de dire non aux gouvernements bourgeois, il y en a qui ont dit oui, d'autres ni oui ni non, d'autres non... Dans toutes les organisations, il y a eu des militants qui n'ont pas cédé. Il y a eu en France des militants du Parti socialiste, des syndicalistes qui n'ont pas cédé et qui ont dit non : "*L'ennemi du proléttaire n'est pas le proléttaire d'en face, mais mon capitaliste.*" De même, en Allemagne, en Italie, en Russie...

Ceux-là se sont regroupés. Ils ont fait une conférence à Zimmerwald, en Suisse. Ils étaient 35 : Allemands, Français, Italiens, Russes... C'était cela, l'Internationale. Ils tenaient dans huit taxis ! Ils ont dit non à la guerre impérialiste, pour la

révolution prolétarienne ! Pour la fidélité à l'Internationale !

LA III^e INTERNATIONALE ET LA DÉGÉNÉRÉSCENCE STALINIENNE

La révolution russe a intégré ces hommes-là. Ils ont constitué la III^e Internationale. Tous les représentants de ces tendances se sont retrouvés à Moscou au sein de l'Internationale communiste. Il y avait les marxistes, les syndicalistes révolutionnaires de France, qui n'étaient pas marxistes. En 1920, la CNT espagnole, anarcho-syndicaliste, a même décidé son adhésion à la III^e Internationale.

Si vous me le permettez, je vous raconterai une anecdote qui m'a été rapportée il y a une quinzaine d'années par un vieux révolutionnaire aujourd'hui disparu. C'était un syndicaliste révolutionnaire ; il n'était pas bolchevique, pas marxiste ; cet homme s'appelait Alfred Rosmer.

Il avait été élu à l'exécutif de l'Internationale communiste à Moscou. Au moment où se préparait le III^e Congrès mondial, la CNT, qui avait voté son adhésion à l'Internationale communiste, envoie un délégué pour participer au congrès mondial de l'Internationale communiste. Lénine était quelque peu interloqué. Il demande à Rosmer de venir dans son bureau et lui pose des questions sur la CNT. Rosmer explique que la CNT est une organisation révolutionnaire de masse. Lénine lui dit en substance (je ne garantis pas les termes exacts) :

“Ce sont des anarchistes, ce ne sont pas des bolcheviks. Nous sommes pour le centralisme démocratique, eux n'en sont pas partisans. On n'a pas le droit de leur imposer le centralisme démocratique contre leur conscience.”

Lénine chercha et trouva une solution :

“On va constituer l'Internationale syndicale rouge. Tous les syndicats qui restent fidèles à la lutte des classes pourront rejoindre les rangs de l'Internationale

syndicale rouge. Comme le syndicat rassemble les travailleurs quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ils pourront être membres de l'exécutif de l'Internationale syndicale rouge. L'Internationale syndicale rouge pourra envoyer des observateurs à l'Internationale communiste. Tout en conservant leurs propres opinions, il sera possible d'élaborer une politique et des actions communes.”

Apparemment, c'était très, très bien, mais ce fut là une grande erreur.

Par exemple, en 1920, lors de la scission de la CGT imposée par les réformistes, l'aile gauche s'est constituée en CGTU (Confédération générale du travail unitaire). La qualification “unitaire” traduisait clairement ce qu'était la position de principe de l'époque. On considérait la scission comme momentanée. C'est ainsi que la position de Lénine a abouti à la consolidation de la scission du mouvement syndical. L'Internationale syndicale rouge est, par ailleurs, devenue l'instrument de Staline pour subordonner à la caste bureaucratique les partis communistes dans le monde entier.

Cela nous prouve que même les plus grands révolutionnaires, les plus lucides, peuvent se tromper.

Mais comment expliquer la dégénérescence de la III^e Internationale ? La révolution russe a été isolée et la guerre civile a été d'une atrocité épouvantable. Lors de la famine de 1920, il y a eu des milliers de cas de cannibalisme. Bien entendu, le socialisme, ce n'est pas une société où l'on mange son prochain... Isolée, pourquoi ? Parce que les dirigeants de la II^e Internationale sont restés liés à la bourgeoisie. A la fin de la guerre, il y a eu des mouvements révolutionnaires dans tous les pays : en Allemagne surtout, en Bulgarie, en Hongrie, en Italie. Les bolcheviks disaient :

“Si la révolution allemande éclate, enfin, nous pourrons souffler un peu. Avec le prolétariat du pays avancé qu'est l'Allemagne, à nous, pays arriéré, ils nous enverront des machines, des ouvriers qualifiés, et nous, on leur enverra le blé. On constituera ainsi un bloc

indestructible qui entraînera les ouvriers français, les ouvriers espagnols, etc."

La révolution russe a dégénéré. Staline a substitué la pseudo-théorie du "socialisme dans un seul pays" à la conception marxiste matérialiste, qui établit la nécessité du socialisme sur le fait que les "forces productives mises en œuvre dans les relations sociales de production capitaliste étouffent dans les barrières des Etats nationaux (1) et du marché mondial".

C'est sur cette analyse marxiste, fondée sur une étude objective de l'économie mondiale, que Lénine établit les fondements objectifs de la révolution prolétarienne dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. De cette analyse, est déduite la nécessité objective de la révolution mondiale pour assurer le développement des forces productives, la nécessité de substituer la propriété sociale au système de la propriété privée des moyens de production.

L'analyse de Lénine n'est-elle pas vérifiée ? Je vous invite à vous référer aux nombreux documents adoptés par la IV^e Internationale, qui établissent que le retard de la révolution mondiale (dont la seule cause est la trahison des vieilles directions de la II^e et de la III^e Internationales) a conduit à une situation mondiale (formulée dans le *Programme de transition*) où, étouffant dans le cadre du marché mondial, les forces productives "*ont cessé de croître*" et sont présentement entrées dans une phase de pourrissement à l'échelle mondiale, comme conséquence du pourrissement du système de la propriété privée des moyens de production.

L'ère de la révolution, l'ère du développement des forces productives libérées des entraves de la propriété privée des moyens de production, est mondiale. La révolution russe de 1917, pour le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, était le premier chaînon de la révolution mondiale. La Russie soviétique a été totalement isolée et a subi le dur assaut de l'impérialisme mondial, organisant un boycott économique quasi complet.

Tel fut le cadre de la dégénérescence de l'Etat ouvrier, qui allait conduire à

l'effondrement de l'URSS. La caste bureaucratique kidnappait à son profit la gestion de la propriété collective, camouflant ses priviléges au nom de la pseudo-théorie du "socialisme dans un seul pays", de la "coexistence pacifique entre deux systèmes".

La révolution russe a dégénéré. De partout, de l'extrême droite à l'extrême gauche officielle, on argue de la faillite de la bureaucratie pour accréditer la faillite du socialisme international. Qu'est-ce que le socialisme ? Qu'est-ce que le communisme ? Je ne peux — vous le comprendrez — que tracer quelques éléments de réponse. Le communisme, dont le socialisme est la première phase, c'est la construction d'un système social international qui assurera la satisfaction des besoins sociaux de l'humanité. Le fondement du socialisme, c'est le développement des forces productives, libérées des chaînes de la propriété privée, qui devra permettre que chacun et tous aient la possibilité matérielle de satisfaire leurs besoins. Il est bien évident que cela ne peut être réalisé que par le développement de la technique assurant la marche en avant de l'économie.

Dans les sociétés passées, dans l'Antiquité, dans la société féodale, la mise en œuvre des forces productives était insuffisante pour atteindre cet objectif. Aujourd'hui, qui peut nier que c'est uniquement l'entrave constituée par le système pourrisant de la propriété privée des moyens de production qui est la cause de la destruction des forces productives ?

Leon Trotsky a pu écrire que "*l'industrie est le moteur de la civilisation humaine*". Aujourd'hui, chacun peut constater que, dans tous les pays, dans le monde entier, sous tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, et en premier lieu les gouvernements dirigés par les partis de l'Internationale socialiste, nous assistons à la destruction organisée

(1) Ce qui n'est pas contradictoire avec la nécessité du combat pour libérer la "nation", les nations, des entraves du système de la propriété privée des moyens de production, mais c'est là une autre question qu'il m'est impossible d'analyser dans le cadre de mon exposé.

des bases industrielles de la civilisation pour satisfaire les besoins rapaces de l'économie spéculative, cela sous l'égide du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Union européenne de Maastricht-Amsterdam-Cartif, de l'ALENA, de l'OTAN.....

La révolution russe a dégénéré. Staline a substitué la pseudo-théorie du "*socialisme dans un seul pays*" aux principes marxistes. Dans les limites d'une comparaison, il sera possible, peut-être, d'éclairer le mécanisme de la dégénérescence. Prenons une famille composée d'une mère, d'un père avec deux petits enfants. Le petit frère, par jeu, dérobe le morceau de pain de sa petite sœur. Pour l'alimentation de l'un et de l'autre — le besoin de consommation de pain —, cela ne pose pas de problème. En temps de guerre, lorsque la famine sévissait, par exemple, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ce jeu n'aurait pu être toléré. Le père de famille aurait été dans l'obligation de sévir, c'est-à-dire de "réprimer", d'"interdire" au frère de prendre le morceau de pain de sa sœur : c'était là une question de survie. Bien sûr, la comparaison s'arrête là. Les parents n'ont d'autre souci que de préserver leurs enfants. Le bureaucrate parvenu n'a, quant à lui, que le seul souci, en s'éllevant dans la hiérarchie sociale, de s'octroyer pour lui-même la part du lion dans sa fonction répressive de répartition, cela au détriment de la majorité démunie.

La Russie soviétique, à la fin de la guerre civile, isolée, les frontières bloquées, subissant la plus atroce famine, était incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des populations, de répartir les produits de première nécessité en nombre suffisant. L'appareil de l'Etat a commencé à se servir lui-même aux dépens de tous. La bureaucratie, constituée en caste parasitaire qui s'approprie le pouvoir de gérer pour elle-même la propriété collective, kidnappait à son profit la propriété collective, conduisant l'URSS à la faillite.

Pas à pas, Trotsky analyse, à partir de 1923-1924, la dégénérescence stalinienne de l'Etat ouvrier. Trotsky démontre, dans le processus même des révoltes et crises révolutionnaires qui secouent l'humanité, comment la pseudo-théorie du

"*socialisme dans un seul pays*", inventée par Staline en 1924, a conduit à la dégénérescence progressive des partis de la III^e Internationale. D'instruments pour l'aide à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, les appareils des PC, subordonnés à Moscou, deviennent avec les appareils social-démocrates les organisateurs de la défaite.

Période sombre que celle qui allait conduire à la proclamation de la IV^e Internationale en 1938. Période où, pour la défense de ses priviléges de caste, la bureaucratie extermina les combattants d'Octobre 1917, conduit à la défaite "juin 36" et la révolution espagnole, après avoir désarmé le prolétariat allemand devant Hitler.

LA IV^E INTERNATIONALE

Je vous invite à étudier *La Révolution trahie*, rédigée par Léon Trotsky en 1936. Vous verrez à quel point ce livre est prémonitoire. Trotsky y explique comment la bureaucratie, si elle n'est pas renversée par la révolution politique, chaînon de la révolution mondiale, deviendra l'instrument de la restauration de la propriété privée des moyens de production et détruira les conquêtes d'Octobre.

L'effondrement de l'URSS confirme l'analyse de Léon Trotsky. Ici se pose l'alternative historique "socialisme ou barbarie". C'est un fait, la barbarie monte dans le monde entier : officiellement, un milliard et demi d'êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté ; officiellement, 55 millions de personnes recensées aux Etats-Unis sont dans le dénuement le plus complet ; des centaines de millions sont voués au travail précaire, sans garanties ni droits, alors que les forces productives pourraient satisfaire les besoins de tous les êtres humains sur cette terre.

L'acharnement de l'impérialisme à défendre le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production conduit l'économie spéculative, qui se substitue à l'économie productive, à détruire par tous les moyens les forces

productives et la force de travail qui les met en mouvement : chômage, déréglementation, liquidation de la protection sociale, fermeture des hôpitaux, destruction de l'enseignement... Par tous les moyens, y compris avec les guerres prétextement ethniques qui sévissent dans 75 pays, guerres fomentées par le FMI, la Banque mondiale et les institutions internationales du capital financier, sous l'égide directe de l'ONU et des ONG.

Le grand écrivain Victor Serge, un des rares révolutionnaires libérés des camps de Staline, a écrit en 1936 un roman qui s'intitule *S'il est minuit dans le siècle*, qui, sous une forme littéraire, résume le dilemme de la période historique, "socialisme ou barbarie".

Vous comprendrez qu'il m'est impossible, dans le cadre de cet exposé, de présenter l'analyse marxiste qui fonde la réponse positive à l'alternative à laquelle se trouve confrontée l'humanité. J'en dirai néanmoins quelques mots.

A l'échelle mondiale et dans tous les pays, la lutte pour la survie de l'humanité se confond avec la lutte pour la survie du prolétariat et des masses exploitées et opprimées. Le processus en cours du système capitaliste de production entré dans sa phase de décadence spéculative n'a pas encore atteint sa phase achevée.

L'économie spéculative détruit les forces productives, met en œuvre la destruction des bases de l'économie productive, mais la spéculation est nourrie par l'extorsion de la plus-value, ce qui implique l'existence d'un prolétariat, qui reste la force motrice de la lutte des classes.

D'une part, la chute du Mur de Berlin par l'activité des masses insurgées, les grèves et mobilisations contre les privatisations et, d'autre part, l'effondrement de l'URSS sous les coups combinés de la caste restaurationniste et de l'impérialisme, la destruction spéculative de l'économie productive donnent les contours d'un processus en cours, inachevé, configurant l'alternative "socialisme ou barbarie". Je n'en dirai pas plus, vous renvoyant aux documents de la IV^e Internationale qui explicitent notre confiance dans les destinées de la révolution, qui, en dépit des dif-

ficultés et des tragédies sans nombre, sauvera l'humanité de la barbarie mondiale.

*

* *

La IV^e Internationale a été proclamée en 1938. Elle rassemble toute l'expérience de ses devancières, expérience résumée par une seule exigence : en tous lieux et en toutes circonstances, indépendance dans la lutte des classes, indépendance de classe des organisations.

La IV^e Internationale présente son programme, un programme vérifié dans ses principes par tous les événements historiques. Ce programme, la IV^e Internationale ne le dresse pas face aux autres tendances et organisations indépendantes... La signification que la IV^e Internationale se donne à elle-même, c'est d'estimer que les principes marxistes restent vrais. C'est notre position, qui est d'intégrer l'expérience positive du combat organisé par la Première, la II^e et la III^e Internationales.

Nous en déduisons ce qui suit : dans cette effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, des tendances, des groupes, des militants cherchent la voie de l'indépendance. Ils ne sont pas trotskystes, ils n'adhèrent pas au programme de la IV^e Internationale, mais, répétons-le, ils recherchent la voie de l'indépendance. Nous leur disons : la condition pour aider la lutte des classes, c'est l'indépendance. Nous sommes prêts à nous organiser en commun dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dans le respect réciproque des opinions et des programmes. Précisons, pour résumer, les résultats à l'échelle de l'histoire du mouvement ouvrier.

La Première Internationale apprend au prolétariat la nécessité de constituer des organisations indépendantes. La II^e Internationale rassemble les organisations de classe indépendantes, qui aident la lutte de classe du prolétariat, dans la phase du capitalisme ascendant, à conquérir réformes et acquis sociaux. La III^e Internationale, alors que le capitalisme est à son apogée, devenu l'impérialisme stade

suprême, ouvrant l'ère du pourrissement du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production, a dégagé la nécessité de la République des conseils ouvriers comme transition vers la société sans classes et sans Etat. Le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky aide et organise la victoire de la révolution d'Octobre, constituant la République des conseils, les soviets, les conseils ouvriers de délégués élus et révocables, la révolution russe constituant la forme développée de la Commune de Paris.

Les partis communistes, avec la constitution de la III^e Internationale, centralisent les enseignements du combat ouvrier en élaborant la méthode du front unique : depuis la constitution de la Première Internationale, nécessité pour la lutte émancipatrice de construire des organisations ouvrières indépendantes, les partis de la II^e Internationale rassemblant des organisations ouvrières indépendantes dans le combat pour les réformes et conquêtes sociales. La III^e Internationale a dégénéré et succombé sous les coups du stalinisme.

La IV^e Internationale, qui est proclamée en 1938, dans une période de crise, tire les enseignements des défaites et échecs de la révolution prolétarienne, dont la responsabilité incombe aux appareils dirigeants de la II^e Internationale, utilisant la force organisée du prolétariat pour soumettre la lutte de classe aux bourgeoisies exploiteuses. Et la IV^e Internationale tire les enseignements de la dégénérescence de l'URSS et, concomitamment, de celle des PC, qui, dominés par les appareils soumis au stalinisme, "passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois" (1933), organisent les plus grandes défaites du prolétariat mondial. Les appareils des PC construits pour aider le prolétariat dans sa lutte de classe révolutionnaire deviennent les instruments de la caste bureaucratique parasitaire, s'associant jusqu'au bout au Kremlin pour conduire l'URSS à la restauration capitaliste.

La IV^e Internationale intègre à son combat d'organisation pour aider la lutte de classe émancipatrice les leçons de celles qui l'ont précédée. La IV^e Internationale intègre dans son combat :

— l'absolute nécessité de combattre en toute circonstance contre l'aliénation de l'indépendance de classe des organisations ;

— l'absolute nécessité d'aider à la défense des réformes, conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe.

Plus que jamais, nécessité de préserver l'indépendance des organisations en refusant leur intégration dans les instances internationales de la spéculation : FMI, Banque mondiale, OMC, CES (2), ALENA, etc., dont la seule et unique fonction est la liquidation des réformes, acquis et conquêtes arrachés par la lutte de classe indépendante.

Nous disons à tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, s'opposent aux privatisations, à la déréglementation, au chômage, à la destruction des nations, qui veulent défendre les réformes et non pas les liquider, à ceux qui veulent défendre la protection sociale et non pas la détruire, à tous ceux qui veulent défendre tous les acquis : nous nous proposons, dans le respect mutuel de nos positions respectives, d'œuvrer pour ensemble rechercher les issues pour sauver l'humanité de la déchéance.

Pour cela, débattons dans le cadre de la démocratie ouvrière, dont le centralisme démocratique est une des expressions. Nous disons : pour nous comme pour Lénine et Trotsky, le centralisme démocratique, c'est la liberté de pensée, qui ne reconnaît aucune hiérarchie dans la libre discussion, avec son corollaire, l'unité dans l'action.

Dans l'actuelle effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, aucune autre condition que l'affirmation de l'indépendance des organisations pour se rassembler dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Avec Trotsky, a été fondée la IV^e Internationale, dans un moment historique où se joue toute l'histoire de l'humanité,

(2) La CES n'est pas une confédération syndicale internationale, mais la courroie de transmission des plans de l'Union européenne, organe d'accompagnement et d'intégration des organisations syndicales.

“socialisme ou barbarie”, la barbarie qui monte dans le monde entier avec un milliard d’êtres humains qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire dans le dénuement le plus total. Il y a des guerres prétendument ethniques dans 70 pays, qui sont organisées, par exemple au Kosovo, dans une situation où des centaines de millions d’hommes sont voués au travail précaire, sans droits, sans garanties, alors que nous vivons dans un monde où les forces productives pourraient satisfaire les besoins de tous les êtres humains. Au lieu de cela, on détruit les industries, les mines.

La IV^e Internationale, aujourd’hui, doit rassembler toute l’expérience de ses devancières. Elle est la IV^e Internationale, elle a son programme, mais ce programme-là, qui est considéré comme juste, qui a été vérifié par l’histoire dans ses principes, ce programme-là, nous ne le dressons pas face aux autres tendances.

Qu’est-ce que signifie, aujourd’hui, intégrer toute l’expérience de l’Internationale depuis la Première ? Cela signifie quelque chose de précis : construire l’Entente internationale. Dans cette crise effroyable du mouvement ouvrier mondial, des tendances, des groupes, des militants se détachent. Ils ne sont pas trotskystes, mais ils cherchent la voie de l’indépendance, et nous disons : l’indépendance de classe est la condition, et s’il y a indépendance de classe, nous sommes

prêts à nous organiser en commun. C’est l’Entente internationale.

Dans la période où s’est constituée la II^e Internationale, c’était des réformes, des conquêtes sociales. Nous disons à tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, sont réformistes, qui veulent défendre les réformes et non pas les liquider, à ceux qui veulent défendre la protection sociale et non pas la détruire, ceux qui veulent défendre le régime des retraites et non pas affamer les vieux travailleurs, à tous ceux qui veulent défendre tous les acquis : nous sommes prêts à combattre ensemble dans l’Entente internationale, nous ne vous demandons pas de rejoindre la IV^e Internationale comme condition pour combattre ensemble.

A ceux qui, comme nous, ont pensé que la révolution russe, c’était l’aube de la révolution universelle, la République des conseils ouvriers, à tous ceux qui veulent combattre pour la République des conseils, à tous ceux qui veulent défendre les réformes qui ont été arrachées dans la lutte des classes, à ceux qui disent qu’aujourd’hui, il faut unir tout le monde, nous disons : unissons-nous ; pour notre part, nous voulons bien discuter librement de ce qu’est notre programme, celui de la IV^e Internationale.

**Pierre Lambert,
15 juillet 1998**

Les enjeux du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale

Par Daniel GLUCKSTEIN

Les 5, 6 et 7 septembre 1998, une session du secrétariat international élargi de la IV^e Internationale s'est tenue à Paris. A son ordre du jour : la préparation du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale. Quels sont les enjeux de ce congrès mondial ?

LE QUATRIÈME CONGRÈS MONDIAL DE LA IV^E INTERNATIONALE AURA LIEU EN MARS 1999

Il peut sembler étonnant que la IV^e Internationale — qui vient de commémorer le soixantième anniversaire de sa fondation — n'en soit “qu'à” son Quatrième Congrès mondial. Le chiffre appelle explication. Le Premier Congrès mondial de la IV^e Internationale, c'est celui de sa fondation, en 1938. Moins d'un an plus tard, le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale devait faire obstacle à toute centralisation politique effective des sections de la IV^e Internationale et, a fortiori, à la tenue d'un congrès.

C'est seulement en 1948 que se tiendra, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Deuxième Congrès de la IV^e Internationale. Dans ce Deuxième Congrès, après que dix ans d'une histoire particulièrement mouvementée se furent écoulés, le temps

accordé au bilan de la IV^e Internationale fut réduit à moins d'une heure, traduction comprise ! Moins d'une heure pour tirer le bilan de l'activité de la IV^e Internationale durant dix ans d'histoire ! Il y avait, dans cette manière très administrative d'esquerir un bilan politique, l'amorce des dérives qui allaient, dans les années à venir, aboutir à la crise de dislocation de la IV^e Internationale.

1951, c'est le Troisième Congrès mondial. Il se tient dans le contexte de la guerre de Corée et, plus généralement, de ce qu'on a appelé “la guerre froide”. C'est dans le cadre de ce congrès que Pablo devait développer la thèse selon laquelle la bureaucratie stalinienne était seule à même de construire “*le socialisme à sa manière*” au cours des “*siècles de transition*”. La suite est connue : expulsion de la majorité de la section française de l'Internationale en 1952 parce qu'elle refusait “*l'entrisme sui generis*” se dissolvant au sein du PCF. Puis la crise de dislocation de 1950-1953 et, depuis cette date, le long chemin conduisant à la reconstruction de la IV^e Internationale.

QUARANTE ANS D'HISTOIRE

De 1953 à 1993, quarante ans d'histoire ont été jalonnés d'initiatives successives permettant d'aboutir à la reconstruction de la IV^e Internationale. De nombreuses conférences internationales eurent lieu, organisées à différentes étapes par le Comité international, puis le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, le Comité paritaire, le Centre international de reconstruction. Autant d'étapes nécessaires au regroupement des forces permettant de déboucher sur la reproclamation de la IV^e Internationale.

Il fallut attendre la conférence de juin 1993 pour que les organisations trotskystes rassemblées décident de reproclamer la IV^e Internationale. Entre-temps, la chute du Mur de Berlin (novembre 1989) avait précipité l'effondrement de l'ensemble de l'appareil international du stalinisme. Deux jours après la chute du Mur, la section française de la IV^e Internationale en avait analysé en ces termes la signification :

“Ce à quoi nous assistons, c'est l'effondrement en cours de l'équilibre mondial édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits, se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler.”

C'est dans cette situation nouvelle de dislocation de l'ordre de Yalta-Potsdam, bientôt marquée par la guerre du Golfe, que se prépare la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale. Reproclamation qui faisait l'objet, depuis plusieurs années, d'une large discussion dans les rangs des organisations trotskystes et au sein du Centre international de reconstruction. Dans l'un des documents préparatoires à la conférence de reproclamation, intitulé : *“Le programme de la IV^e*

Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?”, la signification de l'effondrement du stalinisme était abordée sous l'angle d'un “retour sur un pronostic”. On y lisait ceci :

“Trotsky, après le début de la Deuxième Guerre mondiale, formulait en résumé le pronostic suivant : ou bien la révolution socialiste sortira de la Deuxième Guerre mondiale et elle triomphera à très court terme, ou bien le monde sera irrémédiablement jeté dans une barbarie sans précédent (...). Trotsky s'est-il trompé ? Personne ne peut prétendre que nous soyons encore dans l'immédiat après-guerre. Force est de constater que l'alternative ne s'est pas réalisée dans les termes et les rythmes où Trotsky l'avait définie. Fallait-il conclure que le capitalisme avait trouvé en lui de nouvelles ressources ?”

Et après avoir passé en revue l'ensemble des événements qui ont marqué les conditions de la survie du régime capitaliste de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la chute du Mur de Berlin, le rapport poursuivait :

“C'est à ce moment, dans ces conditions, qu'avec l'accord de la servile bureaucratie contre-révolutionnaire, les puissances impérialistes prétendent exporter le système de la propriété privée des moyens de production, voulant opérer une “transition pacifique” vers la restauration capitaliste. Répétons-le : l'effondrement du système politique de la bureaucratie, la marche à la restauration capitaliste, l'assujettissement au capital étranger constituent des facteurs qui ne peuvent conduire qu'à des explosions. Explosions dont les causes sont multipliées par des coups mortels portés à l'économie des pays de l'Est par la privatisation, dont les effets contribuent à intensifier la crise générale du système de la propriété privée des moyens de production” (La Vérité, n° 5, nouvelle série, n° 611, février 1993).

Ces lignes ont été rédigées voilà près de six ans. Elles prennent, à la lumière de la chaîne d'effondrements qui frappe aujourd'hui l'économie mondiale de Séoul à Moscou, de Tokyo à New York, de Paris à Mexico, un singulier relief.

Le congrès convoqué en mars 1999 sera donc le premier congrès de l'Internationale proclamée. Par conséquent, renouant le fil de continuité interrompu par près d'un demi-siècle de crise de dislocation, il sera le Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Congrès mondial de la IV^e Internationale, qui, en conformité avec l'orientation qui est la nôtre depuis des décennies, ne cherche pas à se dresser face aux autres courants. La ligne de la "conférence mondiale ouverte" s'est matérialisée en particulier dans les conférences de Caracas et de Moscou, dans le tribunal contre la dette à Lima, dans la délégation internationale à Washington, au siège du FMI, dans les conférences ouvrières continentales et dans les trois conférences mondiales ouvertes organisées par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (1991, 1993, 1996). Elle se matérialisera demain dans la conférence mondiale ouverte de l'an 2000.

Evoquer ces dates et ces épisodes, c'est montrer l'importance de fonder la continuité, donc la nécessité de tirer un bilan. Le Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale ne reproduira pas l'erreur de méthode, qui recelait les plus grandes dérives politiques et d'organisation, qui marqua le Deuxième Congrès.

LE BILAN DE SOIXANTE ANS DE LA IV^e INTERNATIONALE

C'est pourquoi le secrétariat international élargi a proposé que le premier point de l'ordre du jour du congrès mondial soit consacré à un **rapport sur le bilan de soixante ans de la IV^e Internationale** et qu'une journée entière soit consacrée à discuter de ce rapport. Nul ne peut prétendre définir correctement les tâches de la période à venir sans commencer par rendre compte du passé. C'est ce que nous ferons dans ce premier point de l'ordre du jour.

La deuxième journée du congrès mondial de la IV^e Internationale sera consa-

crée à un rapport portant sur **la crise du mouvement ouvrier mondial dans un tournant majeur de la situation**. Il inclura également l'ensemble des questions de la **construction de la IV^e Internationale, la construction des sections nationales, le combat pour l'Organisation mondiale de la jeunesse** pour la révolution et la transition dans le combat pour édifier des **partis ouvriers indépendants et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples**.

L'élaboration de l'ordre du jour du congrès mondial s'est opérée dans le cadre d'une large discussion politique, au cours de laquelle le secrétariat international élargi a cherché à préciser son évaluation du moment de la situation mondiale, à en analyser les tendances fondamentales.

IL Y A UN TOURNANT DE LA SITUATION MONDIALE EN COURS

Dans son introduction, le rapporteur devait indiquer ce qui suit.

"La coïncidence des dates veut que ce secrétariat international élargi se tienne à un moment où s'accélèrent tous les processus de l'effondrement de l'économie mondiale et, plus généralement, de l'ensemble des rapports politiques établis à l'échelle internationale. Deux écueils se présentent à nous. L'un serait de croire qu'on peut définir nos tâches ou la situation dans chaque pays, ou chaque situation tactique, en l'abstrayant de cette appréciation de la situation d'ensemble. Il y a, pour le moins, un tournant de la situation mondiale en cours. Il est impossible de définir la moindre tâche tactique, aussi minime soit-elle, de définir toute question, aussi partielle soit-elle, si on ne la relie pas d'abord et avant tout au cadre d'ensemble de l'évolution de la situation mondiale, de ses tendances fondamentales, et si on ne procède pas à une réappréciation systématique de tout ce que nous avions élaboré jusqu'à présent à la lumière de ces nouveaux développements. L'autre écueil consisterait à voir

dans les développements actuels l'expression classique d'une crise classique du capitalisme telle que Marx a pu l'analyser à la fin du XIX^e siècle. Je crois, au contraire, que tout ce que nous avons écrit depuis un certain nombre d'années sur les caractéristiques de ce qu'on a appelé l'impérialisme sénile se trouve ici pleinement vérifié et même précisée."

UN PROCESSUS D'EFFONDREMENT DU RÉGIME MÊME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

En effet,

"la crise d'effondrement n'est pas une crise du système monétaire, une crise financière ou économique. Elle est tout cela à la fois. C'est-à-dire qu'elle est, d'abord et avant tout, l'expression d'un processus d'effondrement du régime même de la propriété privée des moyens de production. Le marché mondial étant constitué depuis près d'un siècle, la mise en valeur du capital dans la production se trouve déterminée pour l'essentiel par les conditions de sa mise en valeur dans la sphère de la spéculation. Cette situation, qui s'est imposée depuis le début des années 1980, a abouti à constituer, comme nous l'avons expliqué, des montagnes gigantesques de capitaux spéculatifs fondés sur une destruction en masse des forces productives, aboutissant à une situation où l'explosion de la bulle spéculative met à l'ordre du jour un nouveau stade encore plus massif de destruction des forces productives."

Ce que confirme à sa façon Kurt Riebecker, ancien membre de la direction de la Dresdner Bank, où il dirigeait le service d'études économiques (*Figaro-Magazine*, 5 septembre) :

"L'économie américaine est elle-même devenue une bulle spéculative propulsée par les effets de richesse de Wall Street qui soutiennent un endettement gigantesque. C'est du vent ! Songez que plus de 50 % des ménages ont investi dans des actions qui ont atteint un record historique. Comme le niveau d'endettement ! (...) Voilà à quoi est adossée la consom-

mation américaine, qui tire l'économie mondiale (...). Si — comme je le crois — le marché américain des actions s'effondre dans les prochains mois, la hausse de l'économie américaine disparaîtra avec lui et ce sera le début de la grande récession globale."

Il ajoute :

"On sous-estime largement la chute de Wall Street. Le marché est en bien plus mauvais état qu'il n'y paraît. En effet, la majorité des actions a perdu de 25 % à 35 % de sa valeur par rapport au plus haut de l'année le 20 juillet dernier. Le collapsus a bien eu lieu. Le moment de vérité est arrivé. Il n'y a pas de barrière de sécurité pour stopper cette chute et les interventions de la Banque fédérale américaine diminuant les taux d'intérêt n'y changeront rien."

“LE FACTEUR CAPITAL DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ (...), C'EST LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN”

L'effondrement en cours de l'économie mondiale met en évidence le poids de plus en plus écrasant occupé par l'économie américaine (et donc la classe capitaliste qui la contrôle et l'administration qui représente ses intérêts) sur la scène internationale:

Plus que jamais, en cette fin de XX^e siècle, se trouve vérifiée l'affirmation de Trotsky :

"Le facteur capital de l'histoire contemporaine de l'histoire de l'humanité, (ce sont) les Etats-Unis. Vouloir raisonner sur le sort de l'Europe et du prolétariat mondial sans tenir compte de la force et de l'importance des Etats-Unis, c'est, dans un certain sens, compter sans le maître. Car le maître de l'humanité capitaliste, c'est New York et Washington, c'est le gouvernement américain" (Europe-Amérique, 1924).

En 1998 comme en 1924, la domination américaine sur le monde est l'expression

de la survie du régime de la propriété privée des moyens de production. Mais, à la différence de 1924, les conditions dans lesquelles cette survie s'effectue aujourd'hui sont déterminées pour l'essentiel par la dérive spéculative du capital financier fondée sur la destruction en masse des forces productives.

Ce qui signifie, concrètement, que la domination américaine dans le monde et les conflits entre l'impérialisme américain et les impérialismes concurrents se déchaînent dans un cadre lui-même disloqué.

"C'EST LA FIN DE LA THÉRAPIE DE CHOC AU SEUL PROFIT DU CHOC"

A chaque étape, la "thérapie" mise en œuvre par l'impérialisme américain et ses agences débouche sur une décomposition encore plus grande. En déclarant, à propos de la Russie : "*C'est la fin de la thérapie de choc au seul profit du choc*", ce responsable économiste américain a résumé l'alpha et l'oméga de la "philosophie" de l'impérialisme sénile et de son chef de file américain.

Pour nous, marxistes, il convient d'en tirer toutes les conséquences. A savoir que, plus que jamais, la seule alternative est : ou bien le maintien du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production, ou bien l'appropriation collective par la classe des producteurs librement associés ; ou bien la marche à la barbarie va à son terme, ou bien triomphe le combat pour la révolution socialiste.

RECENTRALISER POLITIQUEMENT ET ORGANISATIONNELLEMENT LA IV^e INTERNATIONALE DISLOQUÉE DANS LA CRISE DE 1950-1953

Voilà pourquoi la discussion du secrétariat international élargi a mis en rapport l'analyse du tournant en cours dans la

situation mondiale et l'absolue nécessité de recentraliser politiquement et organisationnellement la IV^e Internationale disloquée dans la crise de 1950-1953.

La place de l'impérialisme américain dans le monde exige que le prolétariat mondial se constitue en tant que tel, intégrant en son sein toutes ses composantes nationales et politiques, incluant le mouvement, le combat et les formes d'organisation de la classe ouvrière américaine.

La ligne de la transition — sous les diverses formes qui la matérialisent à l'échelle internationale : Entente internationale des travailleurs et des peuples, conférence mondiale de l'an 2000, contre-sommet social de Vienne, conférences continentales, conférence jeune, tribunal Afrique, etc. — ne peut prendre son contenu véritable qu'en intégrant les formes propres aux regroupements de résistance qui se dégagent sur la ligne de l'indépendance de classe aux Etats-Unis mêmes, que ce soit sur le plan de la lutte de classe directe (UPS, General Motors, Bell, etc.), de la résistance à l'offensive destructrice dans les syndicats, au plan de la lutte contre le traité de libre-échange (conférence de San Francisco et comité de suivi), ou au plan directement de la représentation politique : Labor Party, congrès des Noirs radicaux...

LE POINT DE DÉPART DE LA CRISE ACTUELLE, C'EST LE DISCOURS DE NIXON DE 1971

La crise d'effondrement qui frappe l'économie mondiale depuis un an et s'accélère dans les dernières semaines exprime de manière concentrée le rapport entre les Etats-Unis et le reste du monde.

On doit rappeler que le point de départ de la crise actuelle, c'est la décision prise par Nixon le 15 août 1971 de suspendre la convertibilité du dollar en or. Cette décision elle-même marquait la fin d'une époque.

De la fin de la guerre à 1971, l'impérialisme américain avait très largement financé la croissance américaine et internationale en recourant à la planche à billets. L'énorme quantité de dollars accumulés dans les réserves de change à l'échelle internationale signifiait que les économies du monde entier finançaient très largement le développement des parts de marchés américaines dans le monde, la guerre du Vietnam et l'ensemble de la politique américaine de reconstruction.

Rappelons que la décision de rompre le lien entre l'or et le dollar a été justifiée par Nixon par la nécessité de clore cette période :

"A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les économies industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à se remettre sur pied à et protéger leur liberté, les Etats-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars (...). Aujourd'hui, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes (...). Le moment est venu pour elles de porter une part équitable du fardeau (...). Et pour que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité, il n'y a plus de raison que les Etats-Unis luttent avec une main attachée dans le dos."

Rétrospectivement, le cours des événements donne toute sa signification à cette déclaration. La "concurrence sur un pied d'égalité" s'est traduite dans les faits par une offensive constante de l'impérialisme américain pour, dans un premier temps, rétablir sa position vis-à-vis des impérialismes concurrents, puis, dans la foulée, reconquérir les marchés, les positions perdues, jusqu'à "assécher" littéralement l'impérialisme japonais et réduire à la portion congrue les impérialismes européens.

Dans les années 1970-1980, le nouveau dispositif de l'impérialisme va être organisé par l'impérialisme américain autour de deux outils dominants : la manipulation des taux d'intérêt par les banques centrales et la dérégulation des activités économiques, au premier plan les activités financières. Il s'agit alors pour l'impérialisme américain de contrecarrer par tous les moyens la tendance à la baisse de la

rentabilité du capital investi. Les accords de la Jamaïque vont consacrer l'abandon de toute référence à l'or. Ainsi, est instituée la "dictature" du dollar, monnaie de l'impérialisme le plus puissant, qui va l'utiliser comme une arme sans contrainte pour ses besoins de domination propre contre les autres impérialismes. Dans le même temps, et avec l'intervention active dans ce sens du FMI et de la Banque mondiale, va se développer l'économie de la dette, utilisée comme un instrument de pillage et d'appauvrissement généralisé en Afrique, en Amérique latine, en Asie et à l'est de l'Europe.

LA DICTATURE DU DOLLAR

Dans les années 1980, sous la présidence de Reagan, l'offensive est menée pour imposer aux autres impérialismes ce "cours nouveau", qui fait de la stabilité monétaire, non pas la conséquence, mais le point de départ de l'économie mondiale. Dès le début des années 1980, la politique de Mauroy-Delors du "franc fort" en France, par exemple, n'est rien d'autre qu'une adaptation aux exigences de l'impérialisme américain. Jusque-là, en effet, les règles classiques de l'économie capitaliste (avec des distorsions grandissantes, d'abord après la Première Guerre mondiale, puis en 1944 avec les accords de Bretton Woods) voulaient que la monnaie d'un pays — la monnaie étant un équivalent général pour faciliter l'échange de marchandises — reflète l'état de l'économie elle-même.

C'est ainsi qu'un pays produisant beaucoup de marchandises et bénéficiant d'un haut degré d'industrialisation et de mécanisation du travail était en général doté d'une plus grande productivité du travail. Et cette supériorité économique sur d'autres pays se reflétait généralement dans la valeur de la monnaie. Les forces productives étouffant dans le cadre de la propriété privée des moyens de production, les capitaux ont cherché à se mettre en valeur dans d'autres domaines que le développement des forces productives. La monnaie et le jeu sur la monnaie sont devenus eux-

mêmes des leviers pour s'accaparer des parts de plus-value par le biais de la spéculation monétaire. En décidant autoritairement d'imposer la "stabilité monétaire" (en réalité, le cours forcé de la monnaie américaine, puisqu'elle va varier du simple au double et même davantage en quelques années), l'impérialisme le plus fort inverse les données du problème, puisque, désormais, il va chercher à subordonner les conditions mêmes de l'investissement dans la production aux impératifs de stabilité monétaire. Mais avec cette contradiction insurmontable : en dernière analyse, l'économie "réelle" tend à reprendre le dessus, et tous les moyens artificiels dégagés autour de la "stabilité monétaire" s'accumulent dans des processus parasitaires ou dans des bulles spéculatives débouchant sur des désastres encore plus grands que ceux supposés être évités grâce à la stabilité monétaire.

LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES INTERVIENNENT COMME INSTRUMENTS DES BESOINS DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Toutes les mesures prises le sont sous la dictée de l'impérialisme américain pour les besoins qui lui sont propres. Mais elles résultent aussi d'une dynamique qui procède des mécanismes internes du système de la propriété privée des moyens de production étouffant dans le cadre du marché mondial. Toutes les mesures de déréglementation financière prises dans les années 1980 procèdent de la saturation des marchés du point de vue capitaliste, et donc de la nécessité, pour restaurer la rentabilité du capital, d'engager une politique de destruction en masse des forces productives : réduction des capacités de production, suppressions d'emplois, dévalorisation de la force de travail (abaissement du coût du travail).

En contraignant les impérialismes concurrents à mettre en œuvre les politiques destructrices (dites anti-inflationnistes) et à abandonner les politiques protectionnistes, l'impérialisme américain

pousse de plus en plus à l'inféodation des Etats nationaux (et plus tard à leur dislocation) aux marchés financiers. Les institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne...) interviennent comme instruments des besoins de l'impérialisme américain pour contraindre les Etats à privatiser, à réduire leur rentrées fiscales, à se refinancer sur les marchés financiers. On peut dire qu'à partir des années 1980, sous la férule de l'impérialisme américain, la politique économique se confond avec la politique monétaire.

En réalité, pour le capital financier, il ne s'agit plus tant de restructurer la production pour la "rentabiliser". Il s'agit d'abord et avant tout de favoriser, par la libre circulation des capitaux, la domination du capital américain sur les autres capitalismes par le contrôle grandissant des sources de plus-values. Il s'agit dans le même temps d'élargir le champ de la spéculation pour les capitaux toujours en plus grand nombre, qui trouvent de moins en moins de mise en valeur possible dans l'investissement productif.

L'IMPÉRIALISME SÉNILE

Toutes les mesures de déréglementation dictées par l'impérialisme américain depuis près de vingt ans ont abouti à l'explosion des instruments spéculatifs. C'est ainsi que s'est constitué ce que nous avons caractérisé comme l'impérialisme sénile. A savoir : la source de toute richesse nouvelle reste l'extorsion de la plus-value dégagée dans la production des marchandises, c'est-à-dire dans le rapport social d'exploitation capitaliste ; mais les conditions d'extorsion de la plus-value étant déterminées par les conditions de mise en valeur du capital dans la sphère de la spéculation, il en résulte une pression permanente dans le sens de la destruction des forces productives.

Dit autrement : les instruments de "partage" de la plus-value dans la sphère de la spéculation et du parasitisme économique croissent de manière proportionnelle à la

réduction de la base même de la production qui produit la plus-value. D'où les gigantesques profits spéculatifs accumulés depuis vingt ans, qui constituent l'énorme bulle spéculative. D'où les politiques de désindustrialisation, de délocalisation, de désertification, de déréglementation sociale et d'abaissement généralisé "du coût du travail". D'où l'effondrement en cours, qui est celui d'un régime social historiquement condamné depuis près d'un siècle et qui ne survit qu'au prix de la décomposition, non seulement de sa propre base matérielle, mais de l'humanité entière.

La situation mondiale des Etats-Unis s'exprime par des chiffres indiscutables. Non seulement les Etats-Unis représentent à eux seuls plus du quart du produit intérieur brut mondial, mais encore faut-il souligner que le deuxième impérialisme derrière eux représente une production inférieure à la moitié de celle des Etats-Unis... Encore était-ce trop, puisqu'il s'agit de l'économie japonaise avant l'effondrement ! L'ensemble des statistiques mondiales montrent que le résultat des politiques menées par l'administration américaine ont permis de préserver et de rétablir la position relative de l'impérialisme américain sur la scène mondiale. Mais cette politique se paye au prix de la destruction en masse des forces productives dans le monde entier (en particulier au Japon, mais aussi en Europe, en Russie, etc.), y compris aux Etats-Unis.

"LE CAPITAL AMÉRICAIN DOIT PACIFIER L'EUROPE SOUS SON HÉGÉMONIE"

C'est là qu'intervient la modification la plus visible dans les rapports entre l'impérialisme américain et les impérialismes "concurrents". En 1924, Trotsky pouvait écrire :

"Le capital américain doit pacifier l'Europe sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des

secteurs déterminés restreints du marché mondial."

Dans la période 1945-1970, et pour des raisons qui n'étaient pas seulement économiques, mais aussi politiques, directement reliées au maintien de l'ordre mondial, cette qualification pouvait s'appliquer aux rapports entre l'impérialisme américain, d'une part, et les impérialismes européens et japonais, d'autre part.

A partir de 1971, cela n'est plus le cas. La politique américaine en direction du Japon en est une illustration concentrée. Rappelons-nous le début des années 1980, les "thèses" développées par les charlatans et révisionnistes de tout poil (Mandel en tête) sur le prétendu déclin de l'Amérique opposé à l'irrésistible ascension du Japon.

C'est un fait qu'au cours des années 1980, la politique monétaire de choc et la politique budgétaire de l'administration américaine aboutissant au dollar fort ont joué de manière défavorable pour les entreprises américaines dans la compétition avec leurs concurrentes japonaises. Mais, sous la surface des choses, une restructuration d'une ampleur gigantesque se préparait. Le rapport d'interdépendance entre les économies américaine et japonaise remonte à la fin des années 1940. Le capitalisme japonais n'est redevenu l'un des premiers du monde que dans une étroite relation avec la puissance américaine, pour laquelle c'était une nécessité dans les conditions d'après-guerre. Devenu l'un des principaux créanciers des Etats-Unis dans les années 1960, le Japon ne pouvait pour autant inverser les rapports de puissance.

La déclaration de Nixon en 1971 annonçait la suite : le relèvement obligé du yen vis-à-vis du dollar au milieu des années 1980, puis, à partir du début des années 1990 et sans interruption jusqu'en 1998, le forcing de l'administration américaine sur tous les accords commerciaux pour contraindre à l'ouverture du marché japonais.

L'effondrement en Asie à partir de 1997 frappe de plein fouet l'économie japonai-

se, dont c'était l'un des premiers débouchés. Dès lors, la position japonaise vis-à-vis de la dette extérieure américaine (dont elle finance 25 % des titres) constituait une menace pour l'économie américaine. Situation d'autant plus précaire qu'à partir des années 1980, le gonflement de la masse des capitaux ne trouvant pas à se mettre en valeur sur la place japonaise aboutit à l'explosion d'un marché spéculatif, dont le résultat est aujourd'hui évalué à des créances douteuses de plus de 1 000 milliards de dollars.

LE JAPON EST AUJOURD'HUI CONSIDÉRÉ COMME UN PAYS QUI "NE PÈSE PLUS"

Les huit premiers mois de l'année 1998 sont marqués par des voyages incessants des responsables américains au Japon pour exiger que soient prises toutes les mesures de déréglementation sociale, de destruction des forces productives, de baisse du coût du travail, de licenciements, afin de tenter d'éviter un "plongeon" de l'économie japonaise trop brutal, car le résultat en serait une liquidation en masse des bons du Trésor américain. La pression exercée a été considérable, des mesures ont été prises par le gouvernement japonais, mais très insuffisantes par rapport aux besoins.

La suite, on la connaît : le Japon est aujourd'hui considéré à l'échelle internationale comme un pays qui "ne pèse pas", les vagues de restructurations atteignent maintenant les secteurs clés de l'économie japonaise. L'effondrement de la place de Tokyo (descendue en dessous de son niveau d'il y a douze ans) a entraîné la disparition en fumée de plus de 3 000 milliards de dollars sur la place de Wall Street. Ce n'est pas un hasard si le Parti communiste japonais vient d'annoncer sa disponibilité pour entrer au gouvernement : il faut porter à un autre niveau l'offensive de destruction contre le prolétariat japonais. Et pour cela, intégrer ses organisations. L'appareil issu de la crise de décomposition du stalinisme est appelé à jouer un rôle majeur sur ce plan.

APRÈS LE JAPON, L'EUROPE ?

Chacun le comprend : après le Japon, c'est au tour de l'Europe. Le président de la Réserve fédérale américaine, Greenspan, l'a annoncé :

"Personne ne peut croire que les Etats-Unis vont rester une oasis de prospérité, qui ne serait pas affectée par un monde qui est en train de faire face à une dépression grandissante."

Donc, il va falloir prendre des mesures. Et comme toutes celles des dernières années, concentrées sur le Japon, ont épousé leurs effets, il faut se tourner vers l'Europe. Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen, ne s'y est pas trompé :

"L'Union européenne aura connu de 1997 à 1999 trois années de croissance. Elle doit les mettre à profit pour permettre le retour à l'équilibre des finances publiques avant que ne se produise un retournement de cycle."

Les travailleurs d'Europe doivent donc se préparer à un "retournement de cycle" précédé par une offensive sans précédent pour passer d'un coup de 3 % à 0 % de déficit public. Il est significatif que, depuis de nombreuses années, une répartition de fait s'est opérée entre impérialismes américain et européens. En de nombreuses circonstances, et en application d'une distinction entre secteurs "utiles" et secteurs "inutiles", l'impérialisme américain a pris soin de veiller à ce que les engagements financiers les plus risqués soient plutôt pris en charge par les capitaux européens, se réservant les investissements dans les secteurs décisifs. C'est ainsi, par exemple, que dans un pays comme le Venezuela, les créances sur les secteurs pétroliers et énergétiques en général sont essentiellement américaines, tandis que les autres sont plutôt espagnoles et européennes (on se doute que les premières seront honorées, au besoin, par une prise en main directe des ressources énergétiques, comme au Mexique ; quant aux secondes...).

**"PERSONNE NE PEUT CROIRE
QUE LES ÉTATS-UNIS VONT RESTER
UNE OASIS DE PROSPÉRITÉ..."**

L'Union européenne a été constituée précisément comme l'instrument permettant d'assujettir les économies d'Europe aux besoins de l'économie américaine. La transformation des banques centrales en banques centrales "indépendantes", prolongée par la mise en place de la Banque centrale européenne, doit être caractérisée comme une étape décisive dans l'assujettissement des économies d'Europe aux besoins américains. L'indépendance des banques centrales est devenue une question majeure dans les années 1980-1990 pour toutes les bourgeoisies européennes.

De 1993, en France, à 1997, en Grande-Bretagne, elles ont, les unes après les autres, capitulé. Qu'elles l'aient fait directement sous l'égide de gouvernements de "gauche" n'est pas pour surprendre. Depuis longtemps, il est établi que la II^e Internationale, agence directe de la bourgeoisie, est devenue agence de l'impérialisme le plus fort, donc agence directe de l'impérialisme américain. Il y a cependant un saut qualitatif qui est désormais opéré. L'indépendance des banques centrales équivaut à une abdication de la part de chaque bourgeoisie nationale, car cette "indépendance" n'est indépendance que par rapport aux besoins de la nation et même par rapport aux besoins spécifiques de chaque bourgeoisie et de chaque gouvernement national. Elle signifie en revanche une dépendance étroite à l'égard de la première de toutes les banques centrales, la Réserve fédérale, cette dernière s'érigent en "*conseil d'administration commun des affaires communes*" des marchés financiers, c'est-à-dire du capital spéculatif, principalement américain.

**LA MONNAIE UNIQUE
N'A RIEN D'UNE MONNAIE**

L'édification de la Banque centrale européenne est une étape de plus dans

cette véritable transformation de l'Europe en sous-dominion des Etats-Unis.

La Banque centrale européenne ne relève du contrôle d'aucune institution élue, même à l'échelle européenne. Elle n'a même pas l'apparence formelle d'un instrument destiné à unifier les intérêts des principales bourgeoisies d'Europe. Otmar Issing, l'un des dirigeants de la Bundesbank et membre du directoire de la Banque centrale européenne (dont il sera l'économiste en chef), le dit presque ouvertement :

« Un trait caractéristique de l'union économique et monétaire, c'est qu'elle ne correspondra pas en fait avec une union politique, au moins dans un futur prévisible. Le principe "un pays, une monnaie" s'est appliqué tout au long de l'histoire. Avec l'UEM, ce lien est rompu pour la première fois par le principe "un marché, une monnaie". D'un point de vue constitutionnel, c'est sans aucun doute un événement inhabituel et unique dans l'histoire (...). La garantie de l'indépendance de la BCE va bien au-delà d'une simple référence dans la constitution des Etats nationaux : le traité de l'Union européenne ne peut en effet être amendé qu'à l'unanimité des Etats membres. Il en va de même de l'objectif dévolué à la BCE, la stabilité monétaire (...). Cela donne à cette institution supranationale qu'est la BCE un statut tout à fait particulier » (symposium de Kiel, mars 1998).

Mais si la stabilité monétaire est la seule base statutaire de l'existence de la BCE, cette stabilité dépendant en dernière analyse des mouvements du dollar, donc des décisions de la Réserve fédérale américaine, il en découle une conclusion évidente : la banque de Francfort est un instrument entre les mains de Wall Street.

La monnaie unique qu'elle doit impulser n'a rien d'une monnaie (ce qui supposerait la constitution d'un marché, d'un gouvernement, d'une bourgeoisie, dans un processus de constitution d'une nation). C'est un instrument dont la seule fonction a été explicitement définie en ces termes : désormais, avec la monnaie unique, la seule "variable d'ajustement" sera le coût du travail.

Autrement dit : l'euro est un instrument américain de destruction des forces productives en Europe, en même temps qu'il est un élément de démantèlement des nations et des Etats constitués à l'époque où les bourgeoisies d'Europe étaient aux avant-gardes du développement du capitalisme ascendant.

RÉGIONS "UTILES", RÉGIONS "INUTILES"

A l'échelle internationale, l'impérialisme américain se trouve de plus en plus souvent amené à intervenir directement pour se tailler des parts de marchés. Nous avons naguère qualifié cette politique de "politique de recolonisation". Avec le recul, le terme semble inapproprié.

Si, par "recolonisation", on entend la remise en cause des attributs de la souveraineté politique et de l'existence, même formelle, des Etats indépendants, cela est un fait indiscutables. Sur tous les continents, l'offensive de l'impérialisme remet en cause la souveraineté et l'indépendance des nations et œuvre à leur démantèlement (ce qui, dans les pays dominés, met au centre du combat ouvrier indépendant la défense de la souveraineté de la nation).

Mais si le terme "recolonisation" est posé en parallèle à "colonisation", alors, il est inapproprié. Car dans le processus de colonisation s'inscrivait l'extension des rapports capitalistes au monde entier. En ce sens, aussi réactionnaire qu'il ait été, aussi destructeur qu'aient été les politiques de pillage et de destruction des forces de travail humaines qui ont accompagné la colonisation, il incluait aussi, avec l'extension des rapports capitalistes, la possibilité d'un développement des forces productives, nourrissant dans la lutte même contre la puissance coloniale le mouvement vers la constitution des nations.

Tel n'est pas le cas du processus actuel, exclusivement orienté sur la destruction des forces productives, et dont la forme concentrée est la dislocation des nations

entre régions "utiles" et "inutiles", débouchant directement sur les guerres telles que celles qui ensanglantent tous les pays d'Afrique.

De manière plus générale, la tendance de l'impérialisme américain concernant les institutions internationales est la suivante : renforcer celles dont le caractère contraignant et efficace du point de vue de la destruction de la force de travail est établi (par exemple : la Banque centrale européenne et, jusqu'à un certain point, l'Organisation mondiale du commerce), mais ne pas s'embarrasser de bureaucraties non seulement coûteuses, mais peu efficaces, car prisonnières de réglementations (même lorsqu'il s'agit de réglementer la politique de déréglementation). D'où la remise en cause du cadre du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'ONU. D'où, également, le fait que, sans attendre la ratification formelle de l'AMI, l'ensemble de son contenu se met en place.

"LA CONDITION D'EXISTENCE DU CAPITAL, C'EST LE SALARIAT"

Mais pour le capital américain, comme pour le capital en général, "*la condition d'existence du capital, c'est le salariat*" (Marx). La principale contradiction pour l'impérialisme américain réside dans le fait qu'il est confronté à sa propre classe ouvrière. Dans le texte déjà cité de 1924, Trotsky écrit :

« Que faut-il à l'Amérique ? Il lui faut, au détriment des masses laborieuses d'Europe et du monde entier, assurer ses profits et, par là même, consolider la situation privilégiée de l'aristocratie américaine. Sans cette dernière, le capital américain ne peut se maintenir ; sans Gompers et ses trade unions, sans ouvriers qualifiés bien payés, le régime politique du capital américain s'effondrera. Or on ne peut maintenir l'aristocratie américaine dans une situation privilégiée qu'en réduisant "la plèbe", la "populace" prolétarienne d'Europe à une ration strictement et parcimonieusement mesurée. »

Soixante-quinze ans se sont écoulés depuis que ces lignes ont été écrites. Ce qui est dit concernant la réduction de la force de travail en Europe et dans le monde entier reste totalement d'actualité, et même plus encore.

En revanche, la situation de la classe ouvrière américaine ne peut plus être décrite de la même manière.

LA CLASSE OUVRIÈRE DES ÉTATS-UNIS SOUMISE À UNE OFFENSIVE DE DESTRUCTION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Dans les vingt dernières années, la classe ouvrière des Etats-Unis est, sans aucun doute, celle qui a subi la première et le plus brutalement de tous les pays capitalistes développés l'offensive de destruction de la force de travail.

Les statistiques officielles et les références abondent, qui, toutes, donnent l'ampleur de cette offensive : suppressions d'emplois par dizaines de millions, précarisation généralisée de la classe ouvrière, privatisations, destruction des régimes de protection sociale, de chômage, de retraite, d'assurance maladie, liquidation par milliers de contrats collectifs, offensives visant à briser les droits syndicaux.

Comme l'indiquent les camarades américains, il en est résulté une dégradation brutale et sans précédent de la situation sociale de l'immense majorité de la population américaine (encore plus accentuée en ce qui concerne les secteurs de la population noire ou latino), tandis que le capital américain affichait des résultats d'une insolence inégalée (voir Wall Street, les produits dérivés, etc.). A quoi l'on doit ajouter que 50 % des actions à Wall Street relevant directement ou indirectement de l'épargne populaire, ce sont en premier lieu ces capitaux-là qui ont subi les conséquences de l'effondrement, qui se traduira donc directement par une réduction bruta-

le des conditions d'existence de millions d'ouvriers qualifiés, de salariés et de cadres, ainsi que de leurs familles.

Indiscutablement, cette offensive n'aurait pas été possible sans ce qu'il faut bien appeler la continuité de la tradition "gompériste" (1) évoquée par Trotsky, à cette différence près qu'il ne s'agissait plus tant du "gompérisme" préservant les priviléges de l'aristocratie ouvrière américaine, mais plutôt du "gompérisme déclinant", se traduisant dans les capitulations systématiques de l'ancienne direction de l'AFL-CIO signant, les unes après les autres, toutes les exigences de l'administration américaine, s'engageant donc dans un processus d'autoliquidation.

"ASSEZ DE CONCESSIONS, IL FAUT RÉSISTER !"

Le congrès de 1995 de l'AFL-CIO a marqué un tournant, puisque, pour la première fois, deux équipes, avec deux candidats pour le poste de président, s'affrontaient. La vieille direction fut battue par une nouvelle équipe, dirigée par Sweeney et Trumka, et mandatée sur la ligne : assez de concessions, il faut résister.

Dans quelles conditions ? Il faut revenir sur la nature du réformisme. L'appareil réformiste s'est constitué dans la conquête des réformes arrachées dans le cadre du maintien du capitalisme ascendant ; il ne peut que disparaître s'il se fait l'instrument des contre-réformes.

La volonté de résistance et la vitalité de la classe ouvrière américaine, qui refuse de se laisser détruire, s'est réfractée tout à la fois dans l'élection de la nouvelle équipe de l'AFL-CIO, dans les processus dans la lutte de classe imposant des reculs significatifs aux patrons et au gouvernement.

(1) Samuel Gompers, président de la centrale syndicale américaine AFL de 1886 à 1924, incarne un syndicalisme accroché au syndicalisme de métier, opposé au syndicalisme d'industrie.

ment, dans le recul imposé à Clinton sur le "fast track" (2) et, sur un autre plan, dans la constitution du Labor Party.

Certes, le réformisme reste historiquement le "lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise". Les sommets de l'impérialisme, contraints à des reculs ("fast track", UPS, etc.), sont passés à la contre-offensive pour obliger les organisations à s'intégrer. Pour y parvenir, ils ont combiné le recours à la répression, l'intervention directe dans le mouvement ouvrier (offensive contre le syndicat des teamsters) et "l'ouverture" à la direction de l'AFL-CIO pour l'associer à la mise en œuvre d'une nouvelle étape de "fast track".

Il y a, c'est évident, une volonté de faire capituler l'AFL-CIO (et le rôle joué par les éléments staliniens et pablistes en la matière est loin d'être secondaire). Mais ces processus ne sont pas achevés.

Notre appréciation de la situation mondiale est "cadrée" par la compréhension de la place des Etats-Unis dans le monde et la nécessité d'aborder chaque situation "continentale" et nationale dans son rapport avec l'offensive de l'impérialisme américain. C'est dans ce cadre que le secrétariat international a été amené à débattre des responsabilités de la IV^e Internationale au plan mondial comme dans la situation particulière de chaque pays.

IL N'Y A PAS DE SUPERIMPÉRIALISME

De l'analyse de la situation mondiale, il serait erroné de conclure à la constitution d'un "superimpérialisme". La domination grandissante de l'impérialisme américain sur le monde se fait sur la base de la dislocation de tout le régime de la propriété privée des moyens de production, y compris de la base même de la domination américaine. La survie de ce régime ne peut que conduire l'humanité de désastre en désastre, jusqu'à menacer la survie même de la civilisation humaine. Il n'y aura pas de solution en dehors de la révo-

lution prolétarienne victorieuse arrachant la propriété privée des moyens de production des mains de la classe capitaliste, c'est-à-dire d'abord et avant tout de la poignée de spéculateurs qui dominent le monde depuis Wall Street. C'est à cette échelle que doit être mesuré l'enjeu du congrès mondial de la IV^e Internationale. C'est dans ce cadre que doit s'opérer la nécessaire élaboration politique débouchant sur l'action concertée et centralisée de la IV^e Internationale intervenant de manière différenciée dans la forme, mais unifiée quant au fond sur l'arène de la lutte de classe mondiale. Intervention dont l'axe est toujours constitué par : défense de l'indépendance de classe, défense de l'indépendance des organisations, combat pour le front unique, intervention politique dans la lutte de classe, combat pour la construction de partis ouvriers indépendants et de l'Entente internationale, à égalité avec les courants, groupes, tendances, organisations qui se situent comme nous sur le plan de l'indépendance de classe.

LA QUESTION DES SYNDICATS

La discussion du secrétariat international élargi est revenue sur un aspect majeur de la situation mondiale : l'offensive à laquelle sont soumises les organisations syndicales, ainsi que la place que les appareils doivent occuper dans l'offensive de l'impérialisme. **La question des syndicats** sera d'ailleurs l'un des points à l'ordre du jour du Quatrième Congrès mondial. A ce sujet, le rapporteur devait signaler les éléments suivants :

(2) "Fast track" : "voie rapide". Procédure parlementaire par laquelle un président américain peut obtenir l'adoption accélérée d'un train de mesures sans que la discussion ait lieu sur le fond. En l'occurrence, il s'agit de la demande par Clinton, à l'automne 1997, d'un vote permettant le passage par le "fast track" du traité élargissant la zone de libre-échange d'Amérique du Nord (NAFTA-ALENA) à l'ensemble des Amériques. Le vote fut rejeté. L'administration américaine imputa la responsabilité de sa défaite à la vigoureuse campagne de l'AFL-CIO contre le "fast track".

« L'offensive de l'impérialisme ne peut se déployer qu'à la condition que les appareils aillent jusqu'au bout de leur intégration dans le dispositif anti-ouvrier et prennent directement entre leurs mains la coresponsabilité de cette nouvelle étape destructrice pour la classe ouvrière.

Depuis dix jours, les signaux se multiplient. On a parlé de ces partis communistes au Japon, en Russie, qui se portent candidats pour aller au gouvernement. Tournons-nous vers l'Allemagne, où les élections auront lieu dans quelques semaines. Schroeder s'est porté comme candidat en disant : j'imposerai le pacte pour l'emploi là où Kohl n'a pas su le faire, ajoutant : je l'imposerai parce que Kohl a fait une erreur, sa proposition de pacte n'était pas contraignante.

Dans la suite des développements, on a vu que l'impérialisme est de plus en plus orienté vers ce qu'ils appellent la grande coalition SPD-CDU, pour être sûrs que le pacte pour l'emploi pourra se mettre en place.

Hier — cela a un rapport avec l'accélération de la situation mondiale, cela a un rapport avec la conscience des uns et des autres qu'il va falloir frapper à un autre niveau —, le président de la centrale syndicale allemande, le DGB, a déclaré : le DGB exige que quel que soit le résultat des élections, dans un mois, il y ait un pacte pour l'emploi, quel que soit le chef du prochain gouvernement, sa première tâche sera de mettre autour de la table le patronat, les syndicats et le gouvernement, et de signer un pacte.

Pour la même raison, il n'y a rien de fortuit à ce qu'en pleine crise d'effondrement de l'économie mondiale, le PCF réunisse son comité central et déclare : désormais, il faut ouvrir le débat entre communistes sur les privatisations parce qu'on ne peut être contre.

Certes, cela ne change rien quant au fond, puisqu'ils sont membres d'un gouvernement qui privatisé depuis un an à tour de bras.

Mais cela a une autre signification de le revendiquer ouvertement en disant : maintenant, on ne peut plus jouer, il faut y aller.

C'est une mise en garde à l'égard de leur propre encadrement.

Ces éléments, on les voit s'accumuler dans le monde entier.

GÉNÉRALISATION DE LA "STIMULATION CRITIQUE"

Cet engagement vise à se traduire, du point de vue des organisations syndicales, dans ce processus qu'on a vu en Italie : la "stimulation critique". Autrement dit : les syndicats auraient comme rôle de "stimuler" les gouvernements de "gauche" de manière critique, c'est-à-dire en formulant un certain nombre de revendications, soit en marge de la politique gouvernementale, soit sur la méthode ; ils auraient pour rôle de drainer en quelque sorte les mobilisations ouvrières, pour finalement faire aboutir la totalité de la politique du gouvernement. C'est ce qui avait eu lieu en Italie. C'est ce que les dirigeants des organisations essayent de faire en ce moment même en France. Et c'est, sans aucun doute, des éléments qu'on va retrouver dans d'autres pays.

Mais, en même temps, on a raison d'insister, dans l'ensemble de nos textes, sur ce double aspect : le processus est engagé, mais il reste inachevé. »

Et le rapporteur de citer une résolution adoptée par la direction nationale de la section française :

"Il s'agit pour nous, dans la situation actuelle, d'aborder les choses sur le plan politique. Comment déterminer notre position ? Notre position ne repose pas sur tel ou tel fait isolé (un fait isolé peut permettre des interprétations diverses), mais sur l'enchaînement de tous les faits et sur leur cohérence. De ce point de vue, tous les éléments concordent (bien que de manière diverse et parfois contradictoire) : personne ne peut nier que la position des appareils s'ordonne sur le soutien au gouvernement pluriel pour qu'il exécute jusqu'au bout sa politique. C'est à partir de là qu'on peut et qu'on doit examiner les contradictions et déterminer nos tâches et notre tactique. Concernant la tactique sur le terrain de la lutte de classe, notre orientation a pour point de départ notre appréciation : processus engagé, mais inachevé. Il en découle qu'en toutes circonstances, il nous faut qualifier de manière précise et pratique la signification des mécanismes corporatistes que le gouvernement pluriel veut imposer et dégager à l'encontre les revendications précises qui traduisent la

défense de la force de travail. Cela doit être fait, en toutes circonstances, de la manière la plus claire, tout en ayant à l'esprit que les points d'appui existent pour la résistance contre l'intégration. Il faut donc veiller, sans rien émousser quant au fond, à formuler les choses de la manière qui permette au regroupement possible de s'opérer sur le terrain fondamental de la défense de l'indépendance de classe."

IL S'AGIT D'UN PROCESSUS INACHEVÉ

Dire que le processus est inachevé signifie que nous prenons en compte comme un facteur décisif les processus de résistance qui s'expriment dans la classe ouvrière à différents niveaux, y compris dans les organisations. Cela pose donc toute la question de la responsabilité de la IV^e Internationale. Nous ne sommes pas un facteur subjectif coupé de la réalité objective. Par notre intervention, nous nous fixons d'aider à la résistance. Et cela contribue au fait que ce processus reste inachevé.

Cette appréciation de la situation a trouvé une traduction pratique dans les décisions prises par la conférence de Genève, en juin dernier. La discussion du secrétariat international élargi a montré la nécessité de reprendre entre nous la discussion sur la signification de cette conférence et sur l'appel à la conférence de l'an 2000 contre le forum de l'ONU.

Avons-nous raison de qualifier la décision de l'ONU de convoquer un forum dans lequel va s'amalgamer la prétendue "société civile", les ONG, les syndicats (initiative reliée par ailleurs à ce qui se fait sur chaque continent, donc le fameux séminaire social de Vienne) comme le couronnement d'une offensive corporatiste d'ensemble ?

Le centre en est la destruction des organisations ouvrières. Avons-nous raison de faire de la résistance à cette initiative un pôle de ralliement très large pour des militants, des groupes, des organisations qui ne veulent pas entrer dans le cadre de l'intégration ? Cette question sera au

centre des discussions du congrès mondial.

LA CLASSE OUVRIÈRE EST DANS UNE SITUATION D'"EXTRÊME DÉFENSIVE"

La discussion du secrétariat international est également revenue sur la caractérisation de la situation mondiale comme marquée par une "extrême défensive" pour la classe ouvrière. Qu'est-ce que cela signifie ?

D'abord, cela signifie que la base de la société reste toujours, même à l'époque de l'impérialisme sénile, l'extorsion de la plus-value. Tout procède du rapport social d'exploitation. Par conséquent, tout procède de la classe ouvrière. En ce sens, la base même de toute la situation mondiale, l'issue, réside dans la résistance de la classe ouvrière, qui ne peut pas accepter de se laisser détruire. Donc, on en revient aux mécanismes "classiques" de la lutte de classe. Marx et Engels ont écrit il y a cent cinquante ans, dans le *Manifeste du Parti communiste*, que "*la condition du capital, c'est le salariat*". Cela reste la clé de toute la situation mondiale.

(A ce sujet, une parenthèse : les développements de la situation en Corée du Sud depuis une vingtaine d'années sont une parfaite illustration de cette réalité. A la fin des années 1970-début des années 1980, le capital a organisé des délocalisations en Corée du Sud en mettant à profit la dictature de fait qui y régnait, l'absence de prolétariat, de syndicats et de conventions collectives. Pendant des années et des années, le processus a "fonctionné". Ce fut le "miracle coréen". Mais des dizaines et des centaines de milliers de jeunes, hommes et femmes, souvent d'origine rurale, récemment prolétarisés, sans tradition ouvrière, dès lors qu'ils sont rassemblés par milliers dans des usines, finissent par prendre progressivement conscience qu'ils ne sont pas seulement des individus, mais qu'ils appartiennent à une même classe sociale, car ils occupent une même situation dans

les rapports de production. Ce furent les premiers mouvements revendicatifs, les premières grèves, les premières manifestations réprimées dans le sang. Malgré cela, le mouvement s'est poursuivi, des syndicats clandestins se sont constitués, sauvagement réprimés, mais aboutissant malgré tout à la constitution de confédérations. Petit à petit, la classe capitaliste a dû concéder quelques garanties collectives concernant les salaires, les licenciements, la protection sociale. Faisant sa jonction avec les mouvements étudiants, et s'inscrivant dans la crise mondiale, le mouvement ouvrier a joué un rôle décisif dans le mouvement qui a conduit à chasser la dictature. L'impérialisme, jugeant impossible de maintenir sa domination par le biais d'une dictature isolée et rejetée, dut "changer son fusil d'épaule".

Les dernières élections virent le triomphe de l'opposant de toujours à la dictature, "homme de gauche" dont le premier acte fut de s'engager à appliquer les plans du FMI. Lesquels passent par les licenciements en masse dans tous les secteurs de la banque, de la sidérurgie, de l'automobile... Les dirigeants des organisations qui, au départ, avaient apporté leur soutien au nouveau président, sont en même temps poussés, par leurs syndiqués et leurs délégués à différents niveaux, à refuser l'intégration. Il en résulte, depuis huit mois, une situation extrêmement instable, où, à chaque étape, les plans qui découlent des diktats du FMI, relayés par le gouvernement de "gauche", se heurtent à la lutte de classe directe impliquant les organisations ; à chaque étape, les tentatives des dirigeants de s'intégrer dans la mise en œuvre des plans structurels sont remis en cause par les syndiqués eux-mêmes dans le cadre des organisations. Les lois de l'histoire restent plus que jamais les lois de la lutte de classe, qui procèdent des antagonismes nés dans les rapports de production eux-mêmes.)

En même temps, et pour les raisons indiquées plus haut, l'engagement des appareils, derrière l'appareil ex-stalinien ou derrière la II^e Internationale (ou dans le cadre de la "troisième voie" Clinton-Blair), crée une situation où la classe ouvrière est confrontée, non seulement à

des attaques destructrices sans précédent, mais aussi aux appareils qui dirigent ses propres organisations. C'est là la racine de cette situation d'extrême défensive.

APPAREIL STALINIEN, APPAREIL RÉFORMISTE

Il faut revenir sur la distinction entre l'appareil ex-stalinien et l'appareil réformiste. Pas de différences au sens générique : l'un et l'autre sont "*les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise*", pour reprendre la formule de Lénine.

Mais la différence réside dans les conditions historique de la constitution de ces appareils et dans les conséquences que cela a pour leur positionnement actuel.

L'appareil stalinien s'est constitué comme appareil international de la bureaucratie du Kremlin, elle-même agent de la restauration capitaliste en URSS. En ce sens, au nom de la théorie fallacieuse du "*socialisme dans un seul pays*", il s'est constitué comme un appareil parasitaire des conquêtes d'Octobre 17, qu'il s'est attaché à détruire. A ce titre, il a toujours été, comme l'a écrit Trotsky, la "*syphilis du mouvement ouvrier*". A partir du moment où l'URSS s'est effondrée, cet appareil mercenaire s'est disloqué en une constellation de groupes, de fractions, de clans, qui, dans chaque pays, s'est confronté aux problèmes de tout mercenaire qui perd son commanditaire : en trouver d'autres. En ce sens, il n'est pas étonnant de voir l'appareil stalinien jouer un rôle souvent non proportionné à sa force électorale ou même à ses effectifs. Il est généralement l'appareil le plus adapté à faire passer, en particulier dans les organisations syndicales, les plans de destruction exigés par l'impérialisme. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas des contradictions dans les partis communistes, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas des courants et des militants qui cherchent à se dégager. Tout l'art d'une politique révolutionnaire consiste, précisément, à distinguer entre l'appareil qui se dresse contre les intérêts de l'organisation indépendante

de la classe et les militants, cadres, courants (y compris dans l'appareil) qui cherchent la voie de l'indépendance.

L'appareil réformiste est, lui, confronté à une contradiction particulière. Ce qui a été dit précédemment pour l'appareil de l'AFL-CIO peut être généralisé. Constitué, comme son nom l'indique, en rapport avec les réformes progressistes arrachées par la classe ouvrière, le réformisme classique — celui contre lequel polémiquaient Lénine ou Rosa Luxemburg avant 1914, ou Trotsky juste après la guerre — avait cette caractéristique qu'il se nourrissait, en quelque sorte, des quelques miettes tombées de la table du festin capitaliste pour engraisser l'aristocratie ouvrière dans son propre pays. En échange de cela, il accompagnait le pillage des colonies et le maintien du régime de la propriété privée de moyens de production dans les métropoles impérialistes. C'était la définition classique du réformisme, "lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise".

A de très nombreuses reprises, Lénine et Trotsky ont écrit que la classe capitaliste, pour obtenir la paix sociale, était prête à lâcher un certain nombre de concessions, dont le capitalisme ascendant pouvait "absorber" les conséquences par la conquête de nouveaux marchés ou le développement des rapports de production capitalistes.

Nous sommes dans une autre période. Nous sommes dans la période où la nécessité de procéder en masse à la destruction des forces productives passe par la destruction systématique de toutes les réformes progressistes arrachées par la classe ouvrière.

Pour l'appareil réformiste, cela pose un problème qui touche à son existence même : lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise, il a comme fonction historique d'obéir aux besoins de l'impérialisme, y compris dans cette politique de destruction des réformes. Mais appareil constitué en rapport avec l'existence de ces réformes, il voit son existence menacée par la destruction de toutes les institutions issues des réformes.

Analyser correctement cette situation à partir d'un point de vue d'ensemble qui intègre ces contradictions est indispensable pour aider le mouvement par lequel la classe ouvrière cherche à préserver tout segment de conquête, tout segment d'indépendance de classe comme facteur de reconstruction du mouvement d'ensemble. Pour la IV^e Internationale, c'est une tâche décisive. Le programme sur lequel elle s'est fondée en 1938 établit ceci :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans que soit portée la plus grande attention à toutes les questions de tactique, même petites et partielles (...). La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum" dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas —, la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. »

LE BILAN DE L'EX-URSS

Un quatrième point de l'ordre du jour du congrès mondial sera consacré au bilan de l'ex-URSS, de la Chine et de ce qui se passe à l'est de l'Europe. La question revêt une importance particulière.

La IV^e Internationale s'est constituée en 1938 en inscrivant dans son programme la défense de l'URSS. Il s'agissait, contre la bureaucratie restaurationniste, liquidatrice des conquêtes d'Octobre, d'affirmer la

nécessité de défendre la propriété sociale et tous les segments qui avaient été conquis par la révolution prolétarienne.

Soixante ans plus tard, le congrès de la IV^e Internationale ne saurait se tenir sans tirer le bilan de tous les développements en ex-URSS et dans le reste de l'est de l'Europe ainsi qu'en Chine, afin de dégager les tâches qui sont à l'ordre du jour.

Dans la discussion du secrétariat international, un camarade est intervenu en ces termes :

"En Russie, la propriété sociale n'est pas morte. Je dis pour ma part que ce qui se passe en Russie, c'est la victoire posthume de la révolution d'Octobre sur la bureaucratie stalinienne, couche restauracioniste qui a parasité la propriété sociale. Elle a tous les traits des classes parasitaires que la bourgeoisie n'avait pas, qu'elle est devenue par la suite. C'est une bureaucratie petite-bourgeoise, qui, pour arriver à la restauration, pourrit encore plus le système parasitaire de la bourgeoisie. Quatre milliards de dollars avaient été donnés par le Fonds monétaire international le mois dernier et ils sont partis en fumée dans les poches des Soros du coin."

"QUAND LA BOMBE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EXPLOSERA..."

Les faits sont là. Le bilan de la survie au-delà de toute limite du régime de la propriété privée des moyens de production sous l'impulsion du capital américain s'exprime dans l'effondrement en cours en Asie et en Europe de l'Est. En quelques années, l'ouverture de l'Europe de l'Est au marché s'est traduite — conformément à ce que, dès le départ, la IV^e Internationale avait pronostiqué — dans la constitution d'une économie mafieuse et parasitaire gangrenant l'ensemble de la société. L'appareil bureaucratique décomposé constituait un instrument particulièrement adéquat à cette transformation. Non seulement "l'ouverture" au capitalisme n'a pas constitué un champ de déve-

loppement pour l'accumulation sur la base de la production de marchandises, mais, à l'inverse, il a signifié un facteur supplémentaire de mafiosisation et de parasitage de l'ensemble de l'économie mondiale, remontant au cœur même de l'impérialisme américain.

L'effondrement spectaculaire de la situation en Russie débouche, on le sait, sur la généralisation du troc, le non-paiement des salaires, le retour à des rapports précapitalistes. Et pourtant, cet effondrement effroyable annonce peut-être des situations encore pires :

"Nous avons déjà eu deux crises asiatiques, une crise russe, bientôt une crise sud-américaine. Peut-être demain la crise crèvera-t-elle la bulle financière des Bourses occidentales grâce aux retraits des investissements d'Asie", lit-on dans le journal algérien *Le Quotidien d'Oran* (5 septembre), qui poursuit : *"Mais cela n'est rien comparé au raz de marée chinois qui se profile. Nous avons vu que l'un des ressorts de la crise asiatique était la dévaluation chinoise de 1974. Cette crise asiatique n'était, pour prendre une image de sismologie, qu'une réplique, une légère secousse annonçant un séisme d'une ampleur beaucoup plus importante (...). C'est au nom du socialisme de marché que 118 000 des 305 000 entreprises chinoises d'Etat sont menacées. Ces 305 000 entreprises emploient déjà 150 millions de Chinois. Déjà les restructurations ont entraîné le licenciement de 14 millions de salariés. Pour 1998, 11 millions de licenciements sont attendus officiellement. Quant aux administrations d'Etat, entre un tiers et la moitié des 8 millions de fonctionnaires vont perdre leur emploi. C'est un choc sans aucune mesure. D'autant plus difficile que la croissance chinoise se ralentit et que les exportations chinoises perdent du terrain, tout comme les investissements étrangers (moins 30 % en 1997). Quand la bombe sociale, économique et politique explosera, alors la crise asiatique actuelle fera figure d'un pétard microscopique."*

Faut-il rappeler que la Chine et son "économie sociale de marché" ont été cent fois données en exemple d'une croissance prodigieuse et exemplaire ces dernières années ?

**"OCTOBRE 17 RESTE VIVANT
DANS LA CONSCIENCE DES MASSES"**

Au cours de la même discussion du secrétariat international élargi, un autre camarade posait les questions suivantes :

« Bien sûr, nous sommes tous capables de dire : la situation actuelle prouve que la nomenklatura a été jusqu'au bout de son rôle restaurationniste. Mais il y a une question à laquelle il faut répondre de manière pratique : de quelle manière l'autre aspect du pronostic de Trotsky, formulé en 1936, dans La Révolution trahie, à savoir — je rappelle de mémoire — : "Même si l'URSS s'effondre, même si le capitalisme est restauré, il restera de manière indélébile le fait que durant dix-sept ans le régime de la propriété planifiée aura été capable de donner au développement des forces productives une impulsion sans précédent, sans comparaison aucune avec le régime capitaliste, et ce fait à lui seul permettra d'assurer, de démontrer la supériorité de l'économie collective sur l'économie privée, et permettra de démontrer pour les générations à venir la nécessité de revenir à Octobre 17." De quelle manière ce pronostic se vérifie-t-il aujourd'hui ?

Trotsky disait également : "En dépit de toute la situation, créée par la bureaucratie, etc., Octobre 17 reste vivant dans la conscience des masses." Comment s'exprime cette persistance d'Octobre dans la conscience des masses aujourd'hui ? Lénine disait : "S'il ne reste qu'un segment de la civilisation, nous reconstruirons tout." Aujourd'hui, en ex-URSS, en Allemagne de l'Est, il y a les segments de la révolution d'Octobre. Et dans ce sens, ils ont beau dire, ils ont beau faire, sous une certaine forme Octobre 17 vit dans la conscience des masses.

C'est indiscutable. De même que Lénine dit : toutes les classes ouvrières devront retourner à leur 1848, à leur 1789, il est historiquement inévitable que des secteurs entiers, grandissants, de la classe ouvrière en ex-URSS et ailleurs soit amenés à retourner à leur propre 1917 pour leurs propres raisons. »

Pour la IV^e Internationale, la situation actuelle dans l'ex-URSS rappelle la formu-

le de Lénine, qui disait en substance dans les pires moments de l'intervention impérialiste contre la révolution : il y aura beaucoup de destructions, il faudra reculer sur bien des fronts, mais tant qu'il restera ne serait-ce qu'un segment de civilisation, le préserver est la chose la plus importante, car, à partir de ce segment préservé, la classe ouvrière reconstruira tout ce qui a été détruit.

Aujourd'hui, sur les décombres des conquêtes d'Octobre démantelées par la bureaucratie stalinienne passée avec armes et bagages au service de l'impérialisme américain, subsistent des "segments" de la propriété sociale, des "segments" d'Octobre 17, à partir desquels la classe ouvrière russe sera inévitablement amenée à reconstruire tout ce qui fait l'objet des plus effroyables destructions. C'est sur cette base qu'une discussion de bilan et d'appréciation d'ensemble de la situation en ex-URSS doit être menée avec l'ensemble des militants, des groupes, des courants, qui, dans cette région du monde, sont partie prenante du combat pour construire des organisations ouvrières indépendantes, pour aider la classe ouvrière à préserver les segments de ce qu'elle a bâti. Il y a nécessité d'une élaboration à partir de la situation réelle, qui devra se faire nécessairement avec des groupes, des courants, des militants qui ne sont pas trotskystes, mais dont la participation à cette élaboration est indispensable pour permettre au Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale de définir avec précision le moment de la situation et les tâches en ex-URSS, en Chine et dans l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est. Sur ce point de l'ordre du jour, comme sur les autres, l'élaboration par la IV^e Internationale de sa politique n'est pas coupée de l'action et de la discussion de tous les groupes, courants, partis, tendances qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe dans le cadre de l'Entente internationale. Au contraire, l'élaboration de la IV^e Internationale s'insère comme une composante spécifique dans cette convergence, qui doit s'organiser à l'échelle internationale entre tous les courants ouvriers indépendants.

LA VISITE DE CLINTON À MOSCOU

La visite de Clinton à Moscou, dans son caractère apparemment invraisemblable, exprime l'impasse dans laquelle l'impérialisme le plus puissant du monde se trouve placé. A savoir qu'il ne peut se désintéresser de l'implosion en cours en Russie, car elle est lourde de menaces majeures pour la stabilité de l'ordre mondial ; mais il ne peut la résoudre par la dislocation et le déclenchement de guerres comme en Afrique, car cela pourrait avoir des conséquences incontrôlables (nucléaires, par exemple).

Pour autant, il n'y a pas davantage de "solution" au plan économique. Les plans du Fonds monétaire international ont abouti à un désastre. Poursuivre l'injection de capitaux aboutirait aux mêmes résultats, mais la suspendre serait précipiter les choses. Aux sommets de l'impérialisme américain, le conflit est ouvert entre les secteurs qui considèrent le Fonds monétaire international, la Banque mondiale comme des institutions inefficaces et exclusivement sources de dépenses et qui se prononcent pour réduire, voire arrêter ces "investissements" non productifs, et ceux qui considèrent qu'il n'y a pas d'autre choix que d'essayer de rétablir quelques instruments pour peser sur l'évolution de l'économie mondiale. Aucun ne l'emporte de manière décisive, car aucun n'a de réponse quant au fond. Tous s'accordent en revanche sur le fait que "le choc" doit être imposé sans souci de "thérapie" ! Le seul discours de Clinton à Moscou, en particulier en direction des représentants du PC, a été : les "réformes" (c'est-à-dire les contre-réformes destructrices) doivent se poursuivre et s'amplifier.

Cette crise d'incertitude qui frappe les plus hauts sommets de l'impérialisme mondial sont une expression concentrée de l'impasse du régime de la propriété privée des moyens de production, dont, par ailleurs, ils sont incapables de s'émanciper, mais dont ils ont mandat d'assurer la survie. Dès lors, les formes mêmes des crises politiques et institutionnelles deviennent imprévisibles, voire inattendues.

La situation actuelle est telle que le moindre incident qui, en d'autres circonstances, serait ignoré, peut "monter en graine," jusqu'à devenir une crise mondiale. Il suffit de voir la tournure que prennent les démêlés "sentimentalo-juridiques" de Clinton pour s'en convaincre, et qui ne sont pas sans rappeler le célèbre épisode Raspoutine, qui ne joua pas un rôle mineur dans la décomposition du régime tsariste.

LE COMBAT POUR LA RÉALISATION DES MOTS D'ORDRE DÉMOCRATIQUES ET DE LA SOUVERAINETÉ DE LA NATION

Autre point à l'ordre du jour du congrès mondial, le combat pour la réalisation des mots d'ordre démocratiques et de la souveraineté de la nation.

La décomposition même de l'impérialisme sénile met à l'ordre du jour avec une importance accrue la question des mots d'ordre démocratiques et de souveraineté. Citons à ce sujet une intervention dans un débat qui a eu lieu, il y a quelques semaines, dans une école de formation de la IV^e Internationale, sur le continent américain :

« Si nous comparons la situation actuelle avec l'époque où Léon Trotsky a écrit La Révolution permanente, il y a bientôt soixante-dix ans, on peut dire qu'aujourd'hui, le mot d'ordre de souveraineté de la nation comme l'ensemble des tâches démocratiques revêt une importance cent fois, mille fois plus importante qu'alors. »

Comment la nation s'est-elle constituée historiquement dans les pays dominés ? A la différence des pays capitalistes, elle ne s'est pas constituée dans un processus où la bourgeoisie est allée jusqu'au bout dans la constitution de son marché. Elle s'est constituée dans un rapport où la bourgeoisie naissante a cherché à se constituer comme bourgeoisie impérialiste, sans pouvoir aller jusqu'au bout. En réalité, la nation s'est constituée dans un combat constant contre toutes les forces qui cherchaient à empêcher sa constitution.

Un élément commun dans tous les pays dominés, c'est que, bien souvent, la nation s'est constituée dans le combat contre l'oppression nationale. L'exemple du Mexique est très parlant. La nation mexicaine s'est constituée à travers près de deux siècles de combat contre l'oppression et la domination espagnole, française, et bien sûr yankee. Sans aucun doute, la bourgeoisie mexicaine est l'une de celles, dans les pays dominés, qui est allée le plus loin vers sa constitution comme pays capitaliste, et c'est sans doute là où le combat anti-impérialiste et de souveraineté nationale est allé le plus loin.

Or, aujourd'hui, à quoi est confrontée la nation mexicaine ? A la remise en cause de toutes les conquêtes sociales et démocratiques, certes ! Mais pas seulement. La nation mexicaine s'est constituée, entre autres, dans la manière où Cardenas a nationalisé le pétrole. C'est un des épisodes. Lorsque le gouvernement, aujourd'hui, vend — ou plutôt donne littéralement — la PEMEX à l'impérialisme yankee, lorsqu'il offre les richesses nationales pour rembourser les multinationales dans le scandale de la FOBAPROA, c'est le droit souverain du peuple mexicain de décider de son sort, de son avenir et de la manière dont il dispose de ses richesses qui est mis en cause.

queur. Oui, nous disons défense de la souveraineté de la nation !

Bien sûr, la question est différente dans les pays impérialistes. Cependant, ce problème de la souveraineté de la nation peut y être posé sous une autre forme. Par exemple, en Europe, il est posé sous la forme où, sous la pression de l'impérialisme, il y a une politique qui vise à disloquer la nation comme condition pour désagréger la classe ouvrière. Dans nos explications politiques, par exemple en France, nous sommes amenés à expliquer que Maastricht remet en cause la souveraineté nationale, que nous défendons la République une et indivisible, c'est-à-dire l'expression démocratique de la manière dont s'est constituée la nation.

Ce que nous défendons dans le cadre de la nation, ce sont les institutions et conquêtes que la classe ouvrière et le combat démocratique y ont inscrites depuis près de deux siècles et qui constituent précisément la "cible" principale de l'offensive impérialiste pour démanteler la nation. En agissant ainsi, nous défendons le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe, le cadre dans lequel elle a inscrit ses "bâtions de démocratie prolétarienne", comme l'a écrit Trotsky.

Un camarade ayant posé la question : "N'y a-t-il pas un danger de passer de la défense de la souveraineté de la nation à une position nationaliste ?", je lui répondrai qu'il n'y a aucune assimilation entre la défense de la nation, de la souveraineté nationale, et le nationalisme. Je voudrais donner un exemple historique. Le moment où s'est vraiment constituée la nation française, c'est dans la révolution "bourgeoise" de 1789.

Dans la Constitution de 1793, la plus révolutionnaire de la Révolution française, la citoyenneté française est définie de la manière suivante : "Est citoyen français quiconque est né en France, qui, quel que soit son origine, vit en France depuis un an ; quiconque a épousé une Française ; quiconque a élevé un enfant français ; quiconque est venu en aide à des nécessiteux en France ; quiconque a servi la cause de la liberté ; quiconque a été chassé de son pays parce qu'il s'est opposé au despotisme." Et l'article suivant dit : "Est déchu de la nationalité française quiconque a soutenu une tyrannie où ce soit."

ÉMANCIPATION NATIONALE, ÉMANCIPATION SOCIALE

En ce sens, c'est la question de la souveraineté de la nation qui est posée, une souveraineté que la bourgeoisie mexicaine, totalement vendue à l'impérialisme, ne cherche même plus à défendre. Il revient au prolétariat de reprendre entre ses mains le drapeau de la souveraineté de la nation abandonné par la bourgeoisie. Le combat pour l'émancipation de la classe ouvrière ne peut se mener dans le cadre d'une nation asservie. Donc, le combat pour l'émancipation nationale, c'est-à-dire pour recouvrer la souveraineté, est un élément indissociable du combat pour l'émancipation sociale. Celui qui prétend combattre pour l'émancipation sociale dans un pays dominé sans poser la question de la souveraineté de la nation est un farceur ou un tru-

Comme on le voit, la constitution de la nation ne repose pas nécessairement sur des définitions nationalistes ou chauvines. Historiquement, à l'époque de la bourgeoisie ascendante, elle a revêtu un contenu essentiellement politique.

LA QUESTION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

De manière plus générale, et pour les mêmes raisons, l'ensemble des mots d'ordre démocratiques, à un moment où l'offensive de l'impérialisme s'unifie sur la mise en place de systèmes corporatistes antidémocratiques, tend à revêtir une importance majeure. Parmi ces mots d'ordre, celui de l'Assemblée constituante souveraine est à l'ordre du jour aujourd'hui dans différents pays (dans des conditions et des rapports qui ne sont bien évidemment pas identiques d'un pays à l'autre).

Pour la classe ouvrière, le combat pour la Constituante, c'est le combat pour la démocratie. La classe ouvrière, dans la société capitaliste, ne dispose que d'une seule arme : l'organisation. La condition de son combat de résistance, et a fortiori de son combat pour arracher la propriété des moyens de production des mains de la classe capitaliste, c'est l'organisation. Et l'organisation, bien évidemment, pose la question de la démocratie, c'est-à-dire du droit arraché par la classe ouvrière à l'organisation indépendante. En ce sens, le combat pour un régime politique fondé sur la démocratie est inséparable du combat ouvrier. C'est ce qui confère dans plusieurs pays un caractère crucial pour la classe ouvrière (et, au-delà, pour les autres couches opprimées et exploitées) du mot d'ordre : Assemblée constituante souveraine.

Le combat pour la démocratie du point de vue de la classe ouvrière ne se limite pas à la revendication de l'égalité des droits politiques. Elle suppose également le combat pour la réalisation de l'égalité des droits sociaux. A notre époque, où l'impérialisme décomposé remet en cause toutes les formes de la démocratie, le combat pour la démocratie mené à son terme pose inévitablement la question des rapports de propriété, met à l'ordre

du jour la nécessité d'en finir avec le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. C'est là toute l'actualité de la théorie de la révolution permanente.

Le combat politique pour l'Assemblée constituante pose le problème de la souveraineté populaire. La classe ouvrière ne peut combattre pour le pouvoir sans poser le problème du droit à combattre pour le pouvoir, et cela pose donc la nécessité d'en finir avec les institutions en place, donc de mettre en place d'autres institutions.

La méthode par laquelle se mettent en place des institutions est étroitement liée à leur contenu social. Des institutions octroyées ne peuvent être des institutions de la démocratie. On ne peut contourner la question de l'Assemblée constituante (laquelle, certes, n'est pas une garantie, mais un instrument du combat pour la démocratie).

C'est d'ailleurs une question bien plus générale sur les mots d'ordre démocratiques. Je rappellerai un exemple historique très significatif. En 1939, Léon Trotsky écrit un texte sur l'Ukraine, qui, à l'époque, était intégrée à l'URSS. Dans ce texte, il avance le mot d'ordre : "Indépendance de l'Ukraine." Des camarades polémiquent contre lui en disant : "L'URSS est un Etat ouvrier, même dégénéré, nous défendons l'URSS, sa base sociale ; si l'Ukraine devient indépendante, il y a un risque qu'elle redeviene capitaliste. Le mot d'ordre doit donc être : indépendance de l'Ukraine à condition qu'elle reste une République socialiste..."

INCONDITIONNELLEMENT POUR LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES

Et Trotsky répondait la chose suivante : "Je suis inconditionnellement pour la défense de l'URSS comme Etat ouvrier contre la bureaucratie qui cherche à liquider la propriété sociale. Mais je suis tout aussi inconditionnellement pour le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même. Si nous mettons une condition à l'indépendance de l'Ukraine, ce n'est plus l'autodé-

termination. Par définition, l'autodétermination est inconditionnelle. Donc, nous devons dire : indépendance de l'Ukraine. Et nous ajoutons : pour notre part, nous considérons que, pour que l'Ukraine soit véritablement indépendante, il faut qu'elle ne retombe pas sous la coupe du capitalisme mondial, donc que la propriété des moyens de production y reste socialisée et que, sur cette base, l'Ukraine indépendante établisse des relations de coopération à égalité avec l'URSS."

Et Trotsky ajoutait : "Il faut avoir confiance dans la classe ouvrière. La meilleure garantie pour que l'Ukraine soit indépendante, c'est que la classe capitaliste soit expropriée, mais la meilleure garantie pour le capitalisme reste exproprié en Ukraine, c'est que l'Ukraine devienne indépendante."

Et dans ce rapport dialectique entre mots d'ordre démocratiques et mots d'ordre prolétariens, l'élément commun, dialectique, c'est l'intervention des masses. Il en est de même pour que l'Assemblée constituante débouche sur la République des conseils. Mais c'est indiscutablement le chemin le plus court et le plus économique. »

Cette question a fait l'objet d'un débat lors du secrétariat international de la IV^e Internationale. Débat qui, en particulier, a mis en évidence la nécessité de ne pas perdre de vue le caractère transitoire des mots d'ordre démocratiques.

Ainsi, même si le mot d'ordre de l'Assemblée constituante peut revêtir dans un certain nombre de situations nationales un caractère central, il reste un mot d'ordre transitoire.

La solution aux problèmes auxquels la nation est confrontée, la réalisation des tâches démocratiques et nationales passera par la révolution prolétarienne, par le combat pour la République des conseils dans chaque pays et dans le monde entier. Partisans de la révolution permanente, nous estimons que la classe ouvrière doit être au centre de la réalisation des tâches démocratiques.

LE RAPPORT ENTRE LA IV^E INTERNATIONALE ET LES FORCES, GROUPES, COURANTS, PARTIS, MILITANTS, ORGANISATIONS ENGAGÉS À ÉGALITÉ AVEC NOUS DANS L'ENTENTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

De l'appréciation de la situation mondiale et de la définition des axes du Quatrième Congrès mondial, le secrétariat international élargi a dégagé les conséquences pratiques immédiates. Il s'est, en particulier, attaché à définir le rapport entre la IV^e Internationale et les forces, groupes, courants, partis, militants, organisations engagés à égalité avec nous dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. De même, il s'est attaché à préciser le rapport entre les sections de la IV^e Internationale et les partis ouvriers indépendants à la construction desquels nous participons. Sur un autre plan, la discussion a porté sur l'appel lancé pour une conférence mondiale de la jeunesse pour la révolution, posant en particulier le problème de la nécessaire autonomie de l'organisation de jeunesse par rapport à l'organisation "adulte".

C'est ainsi que la préparation du congrès mondial de la IV^e Internationale combinerà la discussion politique sur les textes en préparation sur chacun des points à l'ordre du jour et la réalisation des campagnes continentales et internationales.

C'est pourquoi nous voulons faire du congrès mondial de la IV^e Internationale, à l'image du meeting commémorant son soixantième anniversaire, non seulement une échéance majeure du débat et de l'élaboration politique pour les militants trotskystes, mais, au-delà, un cadre de discussion et d'élaboration ouvert à tous les militants qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe des organisations ouvrières.

C'est de cette manière que nous affirmons la continuité vivante de la IV^e Internationale fondée en 1938, en vérifiant la validité de ses fondements théoriques et

programmatiques, tout en l'insérant dans les processus vivants et complexes par lesquels le mouvement ouvrier à l'échelle internationale cherche les voies de sa reconstruction sur un axe indépendant.

C'est ainsi que le Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale jouera

son rôle, comme un jalon, dans la longue chaîne du combat ouvrier pour l'émancipation humaine.

Le 9 septembre 1998,

Daniel Gluckstein

Imprimé en France. - JOUVE, 18, rue Saint-Denis, 75001 PARIS
N° 260558U. - Dépôt légal : Septembre 1998

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert
Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue,
Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein,
Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie,
Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X